

Západočeská univerzita v Plzni

Fakulta filozofická

Bakalářská práce

Langue de bois

Anna Ratajová

Plzeň 2012

Západočeská univerzita v Plzni

Fakulta filozofická

Katedra románských jazyků

Studijní program Filologie

Studijní obor Cizí jazyky pro komerční praxi

Kombinace angličtina – francouzština

Bakalářská práce

Langue de bois

Anna Ratajová

Vedoucí práce:

PhDr. Mgr. Helena Horová, Ph.D.

Katedra románských jazyků

Fakulta filozofická Západočeské univerzity v Plzni

Plzeň 2012

Poděkování

Chtěla bych velice poděkovat vedoucí mé bakalářské práce, paní PhDr. Mgr. Heleně Horové, Ph.D., za odbornou pomoc, poskytnuté rady, konzultace a věnovaný čas.

Prohlašuji, že jsem práci zpracovala samostatně a použila jen uvedeníh pramenů a literatury.

Plzeň, duben 2012

.....

LA TABLE DES MATIERES

1	INTRODUCTION	1
2	PARTIE THEORIQUE	3
2.1	Qu'est-ce que c'est la langue de bois?	3
2.2	Les caractéristiques de la langue de bois	4
2.2.1	Les adjectifs	5
2.2.2	Les slogans et des petites phrases.....	5
2.2.3	Les mots et les expressions les plus fréquents.....	6
2.3	Quels sont les buts de la langue de bois ?	6
2.4	Qui parle la langue de bois ?	6
2.5	Les catégories de la langue de bois	7
2.5.1	La politique	7
2.5.2	La société	9
2.5.3	L'économie	11
2.5.4	L'armée	13
2.5.5	L'éducation	14
2.5.6	Le sport	15
2.5.7	L'environnement.....	15
2.5.8	Tabous	16
2.5.9	Les médias	17
2.5.10	La publicité	18
2.5.11	L'art	19
2.6	La logorrhée	19
2.7	Le franc-parler	20
2.8	L'histoire de la langue de bois	20
2.8.1	Qu'est-ce que c'est la novlangue ?	21

2.8.2	La nazilangue.....	22
2.8.3	La langue de bois dans le monde	23
2.8.4	La langue de bois en France.....	24
2.8.5	L'École nationale d'administration.....	24
2.9	La langue de bois moderne	24
2.10	Le générateur de la langue de bois	25
2.11	La langue de bois en langue tchèque	25
3	PARTIE PRATIQUE.....	27
3.1	L'analyse de textes politiques	27
3.1.1	Le texte n°1	27
3.1.2	Le texte n°2	29
3.1.3	Le texte n°3	31
3.1.4	Le texte n°4	33
3.1.5	Le texte n°5	38
3.2	L'analyse de textes économiques.....	43
3.2.1	Le texte n°1	43
3.2.2	Le texte n°2	46
3.2.3	Le texte n°3	47
3.2.4	Le texte n°4	52
4	CONCLUSION	54
5	BIBLIOGRAPHIE	56
5.1	Les monographies	56
5.2	Les sources d'Internet.....	57
6	RÉSUMÉ	58
6.1	Le résumé en tchèque	58
6.2	Le résumé en français	58

7 LES ANNEXES	59
7.1 Les textes politiques	59
7.1.1 Le texte n°1	59
7.1.2 Le texte n°2	62
7.1.3 Le texte n°3	64
7.1.4 Le texte n°4	65
7.1.5 Le texte n°5	68
7.2 Les textes économiques	77
7.2.1 Le texte n°1	77
7.2.2 Le texte n°2	79
7.2.3 Le texte n°3	83
7.2.4 Le texte n°4	88

1 INTRODUCTION

Comme le titre sous-entend, la langue de bois ou le politiquement correct est un thème de ce mémoire. L'objectif du travail, c'est d'élaborer un petit dictionnaire franco-tchèque contenant des exemples des expressions en langue de bois avec des expressions « interdites » en français et leur traduction en tchèque, ensuite l'analyse des textes politiques et économiques, la traduction de certaines parties de ces textes et la détermination des expressions typiques de la langue de bois.

Les sources de ce travail sont cinq livres et quatre sites d'Internet. La théorie est prise de Gilles Guilleron et son oeuvre « Langue de bois » et de Martine Chosson et son oeuvre « Parlez-vous la langue de bois ? ». Concernant un dictionnaire franco-tchèque, une majorité des exemples est utilisée du site d'Internet « La Toupie » et d'un livre « Manuel du politiquement correct » qui est traité par Vladimir Volkoff. Une petite partie de ces expressions est originaire d'article écrit par Helena Horová. L'histoire est tirée de l'auteur Christian Delporte et son oeuvre « Une histoire de la langue de bois ». Et finalement, les idées en chapitre dernier sont utilisées d'oeuvre « Úprk rozumu » écrit par Anthony Browne. Étant donné que nous avons à la disposition la traduction de ce livre en tchèque, nous mentionnerons la traduction en français.

Le mémoire est composé de deux parties : de la partie théorique et de la partie pratique. La partie théorique présente la définition de la langue de bois, ses caractéristiques, ses buts, ses locuteurs, ses catégories (dont la partie très importante est un dictionnaire franco-tchèque avec des exemples en langue de bois) et son histoire. En plus, les chapitres qui rapportent à la langue de bois moderne, au générateur de la langue de bois et à la langue de bois en tchèque sont mentionnés.

La partie pratique est une analyse de cinq textes politiques et quatre textes économiques. Il s'agit d'analyse de textes choisis, une traduction de la partie du texte français en tchèque et leur transformation

en langue « interdite » et la recherche des expressions les plus utilisées en langue de bois.

Le public ciblé de ce mémoire, se sont avant tous les étudiants de français et ceux qui veulent faire connaissance de la langue de bois et comprendre la langue des hommes politiques. Ce travail leur explique cette problématique et leur fournit de nombreux exemples de cette langue spécifique.

2 PARTIE THEORIQUE

Dans une partie théorique, nous traitons un thème de langue de bois en détail. Premièrement, nous le définissons, ensuite déterminons ses caractéristiques, ses locuteurs et ses catégories que nous avons relevés onze d'après l'ouvrage de Gilles Guilleron. Nous mettons au courant chaque catégorie séparément, y compris le dictionnaire qui contient des exemples des expressions en langue de bois, leurs transferts aux expressions en français interdit et leurs traductions trouvées en tchèque.

Deuxièmement, nous faisons connaître une forme particulière de langue de bois: « la logorhée » et le contraire de langue de bois « franc-parler ». Le chapitre suivant et très vaste est nommé L'histoire.

Trois chapitres derniers s'occupent de langue de bois moderne, le générateur de langue de bois qui est accessible sur l'Internet et finalement, de langue de bois en tchèque.

2.1 Qu'est-ce que c'est la langue de bois?

Afin de mieux comprendre une expression « la langue de bois » il faut la définir.

Selon Anthony Browne, il n'y a pas de définition autorisée. (Browne, 2009) Ainsi, des définitions différentes existent.

Par exemple Guilleron dit que la langue de bois est surtout une manière de s'exprimer qui sert à ne pas dire les choses directement. (Guilleron, 2010) « *C'est un discours parlé ou écrit convenu, figée, incantatoire, délivrant **un message coupé de la réalité**, n'apportant aucune information nouvelle ou intentionnellement truquée, voire manipulateur.* » (La Toupie [en ligne])

La langue de bois est une façon de parler d'un sujet dont un orateur ne sait strictement rien. Dans son langage il y a des clichés très anciens et des faits connus d'une façon générale qui dissimule son

incompétence d'un sujet donné. (Guilleron, 2010) Les mots en langue de bois adoucissent le sens des choses desquelles parlent et desquelles donnent un nom comme la maladie ou la mort. (Retailleau [en ligne])

Ce discours montre une pauvreté d'idées d'un orateur. Il y manque de méditation véritable sur un problème, de proposition de solution d'un problème et de communication concrète. (Guilleron, 2010)

Selon Fabrice Retailleau la définition de la langue de bois est celle-ci : La langue de bois (appelée parfois humoristiquement *xyloglossie*, du grec *xylon* : bois et *glossos* : langue) est une manière de rhétorique par laquelle un orateur politique prononce une généralité peu concrète d'un sujet. C'est une forme d'expression qui surtout dans le domaine de politique utilise des banalités abstraites et des phrases boursoufflées pour prononcer un discours où une idée profonde manque. (Retailleau [en ligne])

Chosson affirme que : « *La langue de bois aime les situations équivoques, [...]. Elle donne volontiers un coup de main aux flatteurs, flirte avec la propagande, aide les menteurs à mentir sans mentir...* » (Chosson, 2007, p. 17)

Pourquoi la propagande ?

« *La propagande présente une réalité fausse, maquillée [...]* » avec son but « *[...] évoquer la victoire, cacher ce qui pourrait angoisser, affoler la population. La langue de bois peut l'y aider.* » (Chosson, 2007, p. 34)

2.2 Les caractéristiques de la langue de bois

Pour pouvoir trouver la langue de bois, nous devons connaître ses caractéristiques.

Parmi des caractéristiques de langue de bois, la complexification du style, la confiscation de la parole et l'absence d'échanges réels, l'utilisation de l'oxymore, des métaphores, des pléonasmes (p. e. : projet d'avenir), des euphémismes pour créer du factice (p. e. : un asocial pour

un criminel), des mots peu usités et prétentieux (p. e. : systémique, paradigme), de la voix passive qui ne permet pas de savoir qui est responsable, des expressions figées ou vagues, des mots facilement mémorisables pour frapper les esprits, des mots sortis de leur contexte, des formules impersonnelles, stéréotypées et vagues appartient. (La Toupie [en ligne])

2.2.1 Les adjectifs

Puisque la langue de bois aime les phrases longues, elle adore aussi les adjectifs. Il s'agit de mots lesquels précisent le sens du nom et lesquels aident au politiquement correct devenir plus efficace. Chosson mentionne ces exemples fréquents: les droits fondamentaux, la scène internationale, l'énergie renouvelable. Et il ajoute que ces adjectifs sont très pratiques. Si nous prenons haut(e), c'est clair que nous nous occupons de l'adjectif valorisant des mots et des pensées. Nous pouvons souligner par exemple : « *Chacun le sait, on ne peut vaincre que de haute lutte et gagner haut la main. En haut lieu, sous la haute autorité se prennent de hautes décisions de la plus haute importance... peut-être par de hautes personnalités percevant de hauts salaires !* » (Chosson, 2007, p. 198)

2.2.2 Les slogans et petites phrases

La langue de bois utilise beaucoup de petites phrases médiatiques qui sont inspirées de politiques américaines par exemple Roosevelt a dit en 1993 : « *la seule chose que nous devons craindre est la crainte elle-même* », Kennedy a prononcé en 1961: « *Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays.* ». En France, Charles de Gaulle a présenté ses allocutions et ses conférences de presse pour esquiver les questions sur le fond. Les petites phrases de Jean-Pierre Raffarin parlent ainsi : « *La crise du développement, c'est le développement de la crise* » ; « *Dans cette situation, notre route est droite, mais la pente est forte* ». (Delporte, 2009, p. 232, 234)

2.2.3 Les mots et expressions les plus fréquents

Si nous connaissons les mots ou les expressions les plus utilisés en langue de bois, nous pouvons mieux identifier les textes en langue de bois où elles s'apparaissent.

La langue de bois utilise le plus les mots suivants : « *à tout prendre, action, avenir, chemin, cohérence, consensus, conviction, concitoyens, courage, sans démagogie, détermination, effort, énergie, engagement, espoir, fondamentalement, forces de progrès, franchement, honnêtement, intérêt général / des Français, intelligence, sans langue de bois, mission, modernité, morale, naturellement, nécessaire, parler vrai, passion, porteur, préoccupations, priorité, problème, projet, rassemblement, réellement, réforme, responsabilité, route, service (au), sincèrement, transparence, véritablement, vérité, vision, vrai, vraiment, volonté.* » (Guilleron, 2010, p. 185)

2.3 Quels sont les buts de la langue de bois ?

Quand nous nous posons une question quels sont les buts de la langue de bois nous apprenons que c'est : de masquer une absence de l'information précise, d'éviter de répondre à des questions embarrassantes, d'altérer une réalité, de créer une illusion de jeu avec les mots et la syntaxe, de ne pas attirer l'attention sur un argumentaire défaillant, de ne pas choquer un interlocuteur, de dissimuler une vérité désagréable tout en feignant de la décrire, de cacher des objectifs réels inavouables, de faire adhérer à une idée en donnant l'impression de s'intéresser aux préoccupations du plus grand nombre. Elle peut aussi servir à faire croire à quelqu'un qu'on ne lui est pas hostile alors qu'on le manipule pour l'amener à ses propres fins. (La Toupie [en ligne])

2.4 Qui parle la langue de bois ?

Chacun de nous a déjà pratiqué consciemment ou inconsciemment la langue de bois. Ceux qui la utilisent intentionnellement et veulent la maîtriser, ils doivent parler sans faire des fautes de grammaire ou des

fautes de syntaxe. Leur objectif est de ne pas répondre sur la question, ne dire rien mais donner des signes croyables. Cette forme d'expression est employée en particulier par : hommes politiques, dirigeants économiques, avocats, syndicalistes, professeurs, élites intellectuelles, scientifiques, médicales et artistiques, journalistes, responsable de structures institutionnelles et administratives, encadrement sportif. (Guilleron, 2010) Par liste ci-dessus est évident que le nombre d'hommes parlant politiquement correct n'est pas bas.

2.5 Les catégories de la langue de bois

Étant donné que la langue de bois est répandue très forte, nous la trions aux plusieurs catégories. Chacune d'onze catégories qui est mentionnée dans l'ouvrage de Gilles Guillard, est caractérisée par quelque chose d'autre et sa gamme est vaste autrement. Lorsque nous nous mettons au courant avec la théorie de la catégorie particulière, nous apercevons au-dessous que chacune contient les exemples des expressions en langue de bois, les expressions interdites et leurs traductions en tchèque. Nous les présentons au chapitre suivant :

2.5.1 La politique

En politique, la langue de bois est utilisée dans la plus grande mesure. Elle « *s'épanouit dans les discours, les programmes, les promesses des candidats et les débats.* » (Guilleron, 2010, p. 27). Avec son aide, des candidats s'efforcent à persuader un électorat de voter pour eux de tout prix. Quant au langage « langue de bois », ils sont très inventifs. (Guilleron, 2010)

Comme un exemple suivant, il faut souligner un discours de nouvelle An de Président de la République. Les Présidents présentent leurs vœux et souhaitent une bonne année et bonne santé. Mais qui d'eux parle le vrai ? Personne ! Tous les Présidents parlent en langue de bois, ils mentent sans exception. Il est admirable ce qu'ils sont capables imaginer. Qui de nous voudrait écouter des faits concernant de chômage

augmenté, de fracture sociale élargie ou d'autres renseignements négatifs durant un soir de réveillon? Personne ou très moins nombre de citoyens. Les peuples aiment l'avenir positif. (Chosson, 2007)

« *Le Président de la République peut se passer d'un traducteur, il manie suffisamment bien la langue de bois pour réussir tout seul à ne rien dire.* » (Chosson, 2007, p. 128)

Quand la langue de bois est-elle employée le plus? Surtout en période préélectorale. En cette période, elle fleurit ouvertement. Elle tente de séduire tous ses auditeurs. (Chosson, 2007)

2.5.1.1 Des politiciens

Le plus, les hommes politiques qui sont puissants manient l'art de l'évitement. Ils le pratiquent surtout durant les périodes troublées, par exemple dans les contestations sociales ou les manifestations étudiantes. Cette langue de bois les défend dans une certaine mesure. « *En jargon sportif, cela s'appelle botter en touche* » au contraire « *en politique, cela s'appelle être reçu par un journaliste (car les journalistes ne prétendent plus interviewer X ou Y, mais les recevoir !).* » (Chosson, 2007, p. 125)

Chaque homme parle par autre langage. Nous nous concentrons sur Dominique Strauss Kahn qui utilise la langue de bois de façon évidente et malgré cela couramment. « *Il truffe sa conversation de à vrai dire, c'est vrai, en toute franchise. Il parle de la vraie vie, pratique l'art de la concession, avoue ses fautes avec humilité.* » (Chosson, 2007, p. 114 – 115)

Parmi les politiciens sont ceux qui affirment qu'ils arrêteront la langue de bois mais ce n'est pas vrai ! Du nom de livre « Promis, j'arrête la langue de bois » est apparent que son auteur et politicien Jean-François Copé utilise ce langage beaucoup. Il en résulte que tous les hommes politiques disent des mensonges ! (Chosson, 2007)

Dans un tableau suivant nous avons classé les expressions en langue de bois les plus fréquents, leurs variantes en expressions interdites que nous avons traduites en tchèque :

Exemples des expressions politiques

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Absolument, totalement, tout à fait	Oui ²	Ano
Décomplexifier	Simplifier ¹	Zjednodužit
Je ne crois pas	Non ²	Ne
Mis en examen	Soupçonné de corruption ²	Podezíráný z korupce
Réforme	Transformation ¹	Transformace, přeměna
Restructuration	Réforme ¹	Reforma

Sources : ¹ La Toupie [en ligne]

² Volkoff, 2001

2.5.2 La société

L'autre catégorie de langue de bois est une société. Nous nous rencontrons avec elle pendant les colloques universitaires prestigieux, les conférences internationales, les sommets, les cabinets ministériels, les réunions d'état-major et durant beaucoup d'autres situations différentes. (Guilleron, 2010) En plus, il faut dire que la discrimination y se trouve beaucoup. (Browne, 2009)

Si nous nous interrogeons où la langue de bois s'apparaît dans la société, la réponse n'est pas difficile.

Chosson dit que la langue de bois est partout autour de nous. (Chosson, 2007) « *Que vous dîniez entre amis [...] ou choisissiez un shampoing, vous en découvrirez vite les rudiments.* » (Chosson, 2007, p. 141) Browne ajoute que la langue de bois se manifeste le plus sur le champ de discrimination et de racisme. (Browne, 2009)

Exemples des expressions du domaine « société

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Agent de propreté urbaine	Eboueur ¹	Metař
Architecte de jardin	Jardinier ¹	Zahradník
Assistante maternelle	Nourrice sèche ²	Samoživitelka
Asocial	Criminel ²	Zločinec
Conseiller funéraire	Croque-mort ³	Funebrák
Défavorisé	Pauvre ¹	Chudý
Espace carcéral	Prison ²	Vězení
Espace de culte	Église ²	Kostel
Espace de relaxation	Salon ²	Obývací pokoj
Espace fumeurs	Fumoir ²	Kuřárna
Espace prophylactique	Hôpital ²	Nemocnice
Etre diminué	Etre handicapé ¹	Být postižený
Exploitant agricole	Paysan ¹	Rolník
Expropriation	Vol ²	Krádež
FMG (fragile de la matière grise)	Dément ²	Slabomyslný, chorobomyslný
FPC (fornicateur par coercition)	Violeur ²	Násilník
Gardien de la paix	Policier ¹	Policista
Handicapé	Cul-de-jatte, unijambiste, manchot ²	Mrzák, neohrabaný, jednohý, jednoruký
Jeune	Voyou ²	Uličník, darebák
Malvoyant	Aveugle ²	Slepý
Malentendant	Sourd ²	Hluchý
Manque de motivation	Paresse ³	Lenost
Personne enveloppée	Personne obèse ¹	Obézní, tlustý člověk
Personne en surcharge pondérale	Personne grosse ¹	Tlustý člověk
Préposé des postes	Facteur ¹	Listonoř
PVV (preneur volontaire de vies)	Assassin ²	Vrah, zabiják
Repli sur soi	Égoïsme ³	Egoismus
Restructuration	Cure d'amaigrissement, jeu des chaises musicales ⁴	Hubnoucí kůra, hra podobná Škatulata, škatulata, hejbejte se
SDF (sans domicile fixe)	Vagabond ²	Bezdomovec
Technicienne de surface	Employée de maison, femme de ménage ²	Pomocnice v domácnosti, posluhovačka, uklízečka

Troisième âge	Senior ¹	Senior
Volontarisme	Arrivisme, ambition ⁴	Kariérismus, ctižádost

Sources : ¹ Horová, 2010

² Volkoff, 2001

³ Chosson, 2007

⁴ La Toupie [en ligne]

2.5.3 L'économie

La troisième catégorie de la langue de bois est l'économie. Est-elle importante ?

Avec la politique, l'économie se classe parmi les catégories les plus importantes en langue de bois. Cette utilisation y est ultrasensible pour l'activité humaine puisqu'elle touche aux échanges générés. (Guilleron, 2010)

Guilleron écrit que les économistes sont en mesure de tromper son entourage par hasard et qu'ils sont capables d'affirmer sa connaissance de tous même avant de publier un renseignement officiel. (Guilleron, 2010)

Quels sont des attributs de l'économie ?

« L'économie est politiquement, religieusement, culturellement, vide et par conséquent prête à se remplir de l'idéologie politiquement correct. Le matérialisme fondamental de l'économie est rassurant. Elle remplace l'idée fautive de vérité par l'idée juste de profit. » (Volkoff, 2001, p. 66)

2.5.3.1 L'emploi, les employeurs et la langue de bois

Nous rencontrons avec la langue de bois aussi sur notre lieu de travail. Elle est un outil insidieux et puissant, elle sert comme *« un outil du patron qui invite à dîner celui qu'il licenciera le lendemain par lettre interposée, un outil des recruteurs, des directeurs, des décideurs, des employeurs qui »* veulent gagner de l'argent de tout le plus et éviter des tâches négatives en même temps. (Chosson, 2007, p. 150)

De plus, si l'embaucheur cherche les employés nouveaux, il peut mentionner dans une petite annonce ce qu'il veut parce qu'il n'y a pas de règles comment l'écrire. Tout dépend sur l'employeur et c'est un grand avantage pour lui. Il ne doit pas renseigner sur le salaire pas de tout. Aujourd'hui, on voit rarement une petite annonce qui en contiendrait. (Chosson, 2007)

2.5.3.2 Le commerce

La langue de bois est très répandue parmi les commerçants, aussi. Sa mission majeure est une séduction et des compliments avec le but de gagner plus de l'argent. Aux environs, tous les commerçants s'habillent une masque d'honorabilité et ont l'air comme le peuple honnête. Ils sont très astucieux, il faut faire attention quand nous achetons n'importe quoi. Ils sont capables de faire accroire n'importe quoi pour pouvoir réaliser des bénéfices. (Chosson, 2007)

Nous pouvons tenter d'éviter leurs pièges linguistiques grâce aux exemples suivants dans le tableau au-dessous :

Exemples des expressions de l' « économie »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Adaptation de notre structure de coûts	Réduire les coûts fixes ¹	Snížit fixní náklady
Augmentation des délais de vente	Augmentation des invendus ¹	Zdražování neprodaného zboží
Austérité	Se serrer encore des ¹ ceintures	Utáhnout opasky ještě více
Classe affaires, classe business	Deuxième classe ²	Druhá třída
Classe touriste, économique	Troisième classe ²	Třetí třída
Compétitivité	Arme pour écraser les concurrents ¹	Zbraň pro zničení konkurentů
Création de valeur	Profit ¹	Zisk
Croissance	Augmentation des profits, des dépenses des ménages, mais sans augmentation des salaires ¹	Zvýšení zisků, výdajů domácností, ale bez zvýšení mezd
Déficit d'image de marque	Mauvaise réputation ¹	Špatná pověst
Déréglementation	Loi de la jungle ¹	Zákon džungle
Entrepreneur	Patron ¹	Vedoucí, ředitel

Globalisation	Mondialisation ¹	Rozšíření po celém světě
Chercheur d'emploi	Chômeur ³	Nezaměstnaný
Manager	Chef, supérieur hiérarchique ¹	Vedoucí, nadřízený
Modernisation	Licenciements ¹	Propouštění
Mouvement social	Grève ³	Stávká
Négociation	Concertation ¹	Předběžná dohoda
Nouvelle économie	Élimination du capitalisme ¹	Odstranění kapitalismu
Liberalisme	Capitalisme ¹	Kapitalismus
Opérateur	Ouvrier ³	Dělník
Optimisation des capitaux	Encore plus de profit ¹	Ještě více zisku
Ouvrier spécialisé	Ouvrier non qualifié ³	Nekvalifikovaný dělník
Partenaire sociaux	Syndicalistes ¹	Odboráři
Pays en voie de développement	Pays pauvre ¹	Chudá země
Plan social	Licenciement ¹	Propouštění
Ralentissement de l'activité	Baisse inquiétante des ventes ¹	Znepokojující pokles prodejů
Relais de croissance	Les ventes diminuent ¹	Prodeje se snižují
Ressources humaines	Ensemble des employés ¹	Skupina zaměstnanců
Restructuration	Chasse aux planqués ¹	Honba za ulitými/špinavými penězi
Senior confirmé	Un cadre de plus de cinquante ans ¹	Zaměstnanec nad 50 let
Solidarité active	Charité, aumône ¹	Charita, almužna
Sortie de crise	Profit ¹	Zisk
Synergie	Économie d'échelle, gain de productivité, réduction d'effectifs ¹	Úspora v důsledku zvýšení výrobní kapacity, zisk z produktivity, snížení počtu zaměstnanců
Technologies comportementales périphériques	Techniques de manipulation ¹	Techniky manipulace/ovládání (davů)
Travailleur involontairement privé d'emploi	Chômeur victime d'un licenciement ¹	Oběť nezaměstnanosti v důsledku propouštění

Sources : ¹ La Toupie [en ligne]

² Volkoff, 2001

³ Horová, 2010

2.5.4 L'armée

L'armée, ce n'est pas de grande catégorie mais importante comme les autres.

Au passé, les soldats devaient maintenir la communication absolue de prendre l'initiative de communiquer sans un ordre explicite. Ils étaient tenus « devoir de réserve » obligatoirement en temps de guerre.

(Guilleron, 2010)

Plusieurs expressions en langue de bois se rencontrent aussi sur le champ militaire. Elles se trouvent dans le tableau ci-dessous :

Exemples des expressions du domaine « armée »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Frappe chirurgicale	Bombardement (d'un droit précis)	Bombardování, ostřelování (města)
Nettoyage ethnique	Génocide	Genocida
Pacification	Répression des insurgés	Potlačení vzbouření
Sécurité	Répression	Represe, potlačení

Source : La Toupie [en ligne]

2.5.5 L'éducation

Et qu'est que c'est passé avec l'éducation et la langue de bois au passé ?

Tandis que des langues régionales étaient interdites à cause de l'alphabétisation générale les Français à la fin du XIX^e siècle, la langue de bois n'était pas enseignée, elle s'est répandue seule à l'aide d'hommes qui la utilisait à une grande mesure. Elle prospérait sans difficulté parce qu'elle était un témoin de décrets du ministre, les programmes, les bulletins officiels, les ouvrages didactiques et les outils d'analyse. (Guilleron, 2010)

Est-ce que le monde de l'éducation crée la langue de bois consciemment ?

« [...] le monde de l'éducation peut aussi faire de la langue de bois sans le savoir, et parfois, en toute connaissance de cause. » (Guilleron, 2010, p. 112)

Dans le tableau ci-après, des exemples de cette catégorie se trouvent :

Exemples des expressions du domaine « éducation »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Espace d'enseignement	Salle d'études	Posluchárna
Professeur d'écoles	Instituteur, maître	Učitel na ZŠ

Source : Volkoff, 2001

2.5.6 Le sport

Pourquoi la langue de bois apparaît en sport ?

De nos jours, il y a un peuple comme les journalistes, les sportifs, les entraîneurs ou les dirigeants qui s'expliquent ou décrivent leurs comportements et leurs actions. Il n'est rien exceptionnel qu'ils s'efforcent de révéler une information. Pour des certaines raisons, ils doivent mentir ou ne pas dire toute la vérité. Ils n'ont pas souvent d'autre possibilité. Par la langue de bois, ils sont défendus dans une certaine mesure. (Guilleron, 2010)

Des expressions de la catégorie « sport » est peu (voir tableau).

Exemples des expressions du domaine « sport »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Espace ludique	Salle de jeux	Tělocvična

Source : Volkoff, 2001

2.5.7 L'environnement

Comme la septième catégorie de langue de bois, nous nous concentrons sur l'environnement. Qu'est-ce que se réveille sur cette expression ?

L'environnement est conçu comme le milieu et les conditions dans lesquelles un être humain et un animal vit. Le peuple l'intervient par son action. Grâce à lui, dérèglements climatiques, réchauffement de la

planète, montée des eaux et pollutions se créent et menacent la Terre. (Guilleron, 2010)

Guilleron dit : « *attention que cette langue de bois de l'environnement ne cache pas une forêt de catastrophes écologiques à venir !* » (Guilleron, 2010, p. 136) Ensuite, nous aurions se craindre.

Les éléments ci-après se concernent de cette domaine :

Exemples des expressions de la domaine « environnement »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Aménagement du territoire	Destruction du paysage existant	Zničení existující krajiny
Dommages collatéraux	Bavure, massacre d'innocents	Hromadné vraždění nevinných lidí
Perfectionnement des races animales	Appauvrissement génétique	Genetické oslabení

Source : La Toupie [en ligne]

2.5.8 Tabous

Qu'est ce-que nous savons de « tabous » ?

Quant aux tabous, ils servent de punching-balls aux partisans de l'idéologie politiquement correct (Volkoff, 2001) et ils existent sociaux, politiques, religieux, sexuels, etc. (Chosson, 2007) La langue de bois aide adoucir la vulgarité ou la désobligeance aux expressions concernant le sexe, l'amour, la maladie, la mort et les besoins naturels. (Guilleron, 2010)

A l'avis d'Volkoff « *seule l'idéologie politiquement correct est, sérieusement, tabou* ». (Volkoff, 2001, p. 151) Et Chosson dit que « *partout où règne le tabou, la langue de bois s'invite pour déjouer la censure* ». (Chosson, 2007, p. 51)

Le tableau au-dessous montre des exemples de cette catégorie :

Exemples des expressions de la domaine « tabous »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Asiatique	Jaune ¹	Žlutý
Black	Noir ¹	Černoch
Chrétien	Catholique ¹	Katolický, katolík
Croyant	Chrétien ¹	Křesťanský, křesťan
Dormir	Être mort ²	Být mrtvý
Espace de fornication	Bordel ¹	Bordel
Gai	Pédéraste ¹	Homosexuál
Gaie	Lesbienne ¹	Lesba, lesbický
IUV (interrogateur utilisant la violence)	Tortionnaire ¹	Trýznitel, mučitel
IVG (interruption volontaire de grossesse)	Avortement ¹	Potrat
Jeune	Maghrébin ¹	Obyvatel Maghrebu, maghrebský
Travailleuse sexuelle	Prostituée ³	Prostitutka
Longue maladie	Cancer ²	Rakovina
Minorité visible	Les noirs, les asiatiques, les métis ... ⁴	Černoši, Asiaté, míšenci ...

Sources : ¹ Volkoff, 2001
² Guilleron, 2010
³ Chosson, 2007
⁴ Horová, 2010

2.5.9 Les médias

Comment la langue de bois est-elle représentée dans les médias ?

La langue de bois se traduit dans les médias toujours par l'utilisation d' « on ». Ça ne dépend pas qu'il s'agit de presse, radio, télévision ou Internet. Tous le monde utilisent ce pronom personnel. Et pour cette raison, la langue de bois se trouve parmi les médias souvent (voir le tableau au-dessous). (Guilleron, 2010)

Exemples des expressions de la domaine « médias »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Organe de presse	Feuille de chou	Nevalný novinový článek

Source : Volkoff, 2001

2.5.10 La publicité

Qu'est-ce que c'est une publicité ?

La publicité sert à augmenter des ventes de produits et de services, à renseigner des consommateurs de nouvelle marchandise existante qu'ils peut acheter. Elle a l'influence sur les clients potentiels par la manière séduisante, elle peut être amusante et ainsi qu'elle est souvent mensongère. Et en ce moment, la langue de bois se manifeste. (Guilleron, 2010)

Quel est le but d'annonceurs ?

En premier lieu, les annonceurs veulent vendre leurs marchandises ou leurs services de façon optimale. Ils tâchent de valoriser n'importe quoi ce qu'ils offrent malgré ses défauts. (Chosson, 2007)

Pour que les commerçants vendent leurs marchandises, ils souvent utilisent les stratagèmes publicitaires. Des noms de produits de beauté courants, gels de duches, shampooings et d'autres ne sont pas d'exception. Des vendeurs veulent faire une impression sur les clients et ils appellent ces produits par des noms attractifs. Si nous ne trouvons pas qu'est que c'est, il faut tourner ou retourner le flacon. Des consommateurs n'achètent que la marchandise grâce à cette ficelle. Ils adorent des dénominations amusantes ou peu conventionnelles. (Chosson, 2007)

Le tableau au-dessous montre des exemples de « publicité » :

Exemples des expressions du domaine « publicité »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Communication externe	Matraquage publicitaire ¹	Nepřetržité omílání reklamy, bombardování reklamou
Communication interne	Propagande patronale ¹	Zaměstnavatelská propaganda
Sondage	Recherche ²	Průzkum

Sources : ¹ La Toupie [en ligne]

² Guilleron, 2010

2.5.11 L'art

La catégorie dernière traitée est un art. Avant tout, nous devons éclairer pourquoi l'art ?

Parler en langue de bois, c'est un art le tout seul. Avec ses discours, nous pouvons rencontrer dans le domaine de théâtre, de cinéma, de littérature, de musique et de beaux-arts. Il s'agit de discours lesquels analysent et commentent par exemple des peintures ou des livres. Ils accompagnent des pièces diverses aussi. (Guilleron, 2010)

Quelques éléments sont présentés au-dessous :

Exemples des expressions du domaine « art »

Expression en langue de bois	Expression interdite	Traduction en tchèque des expressions interdites
Art premier	Art primitif	Primitivní umění
Espace de représentation	Théâtre	Divadlo

Source : Volkoff, 2001

2.6 La logorrhée

La logorrhée est une forme particulière de langue de bois qui cherche à noyer l'interlocuteur sous un flot d'idées inutiles. Son but est surtout d'éviter une question délicate et ne pas répondre sur elle. Elle s'appelle aussi « blabla ». (Retailleau [en ligne]) Un exemple excellent de blabla montre le tableau au-dessous. L'orateur peut passer d'une cellule à d'autre dans n'importe quelle ligne et il toujours parle à la manière savante et en principe de rien.

1	2	3	4
Mesdames, messieurs,	la conjoncture actuelle	doit s'intégrer à la finalisation globale	d'un processus allant vers plus d'égalité.
Je reste fondamentalement persuadé que	la situation d'exclusion que certains d'entre vous connaissent	oblige à la prise en compte encore plus effective	d'un avenir s'orientant vers plus de progrès et plus de justice.
Dès lors, sachez que je me battrai pour faire admettre que	l'acuité des problèmes de la vie quotidienne	interpelle le citoyen que je suis et nous oblige tous à aller de l'avant dans la voie	d'une restructuration dans laquelle chacun pourra enfin retrouver dignité.

Par ailleurs, c'est en toute connaissance de cause que je peux affirmer aujourd'hui que	la volonté farouche de sortir notre pays de la crise	a pour conséquence obligatoire l'urgente nécessité	d'une valorisation sans concession de nos caractères spécifiques.
Je tiens à vous dire ici ma détermination sans faille pour clamer haut et fort que	l'effort prioritaire en faveur du statut précaire des exclus	conforte mon désir incontestable d'aller dans le sens	d'un plan correspondant véritablement aux exigences légitimes de chacun.
J'ai depuis longtemps (ai-je besoin de vous le rappeler ?), défendu l'idée que	le particularisme dû à notre histoire unique	doit-nous amener au choix réellement impératif	de solutions rapides correspondant aux grands axes sociaux prioritaires.
Et c'est en toute conscience que je déclare avec conviction que	l'aspiration plus que légitime de chacun au progrès social	doit prendre en compte les préoccupations de la population de base dans l'élaboration	d'un programme plus humain, plus fraternel et plus juste.
Et ce n'est certainement pas vous, mes chers compatriotes, qui me contredirez si je vous dis que	la nécessité de répondre à votre inquiétude journalière, que vous soyez jeunes ou âgés,	entraîne une mission somme toute des plus exaltantes pour moi : l'élaboration	d'un projet porteur de véritables espoirs, notamment pour les plus démunis.

Source: Langue de bois [en ligne]

2.7 Le franc-parler

Quels sont les antonymes de la langue de bois?

Le parler-vrai, le parler-net, la libre expression, le franc-parler, ce sont tous les antonymes de la langue de bois. (Chosson, 2007)

Qu'est-ce que c'est le franc-parler ?

« *Parler franc* » ça signifie « *ne pas mâcher ses mots, appeler les choses par leur nom, un chat un chat. Sans détour et pas par quatre chemins, aller droit au but.* » (Chosson, 2007, p. 14)

2.8 L'histoire de la langue de bois

Au temps jadis il n'existe qu'une langue. Comme les hommes se sont décidés contruire la tour touchée de ciel, la Tour de Babel, Dieu a créé de multiples langues, sources d'incompréhension. Pour cette raison,

la tour n'était pas finie et depuis ce temps le langage devient un obstacle. (Guilleron, 2010)

Quels sont des commencements de la langue de bois ?

La langue de bois a ses racines en 1789 où la Révolution française commence. Les discours sont devenus ennuyeux, plein de mots creux. La deuxième fois, elle est apparue en Russie tsariste comme *langue de chêne* qui désignait le langage bureaucratique. Néanmoins, l'URSS a changé son nom à *langue de bois* qui servait pour les discours idéologiques jusqu'à aujourd'hui. (La Toupie [en ligne], Delporte, 2009)

En 1949, George Orwell, écrivain anglais, a publié le roman *1984* lequel traite de thème de langue de bois. L'auteur inventait soi-disant **le novlangue**, la langue vide de tous les mots de leur sens originel avec la mission de produire un discours creux. (Guilleron, 2010) Nous parlons de parente effrayante germaine de la langue de bois laquelle ne dit pas des idées sincères. (Chosson, 2007) A cette époque, ni soviétologue, ni analystes de la propagande stalinienne n'ont saisi l'extraordinaire poids du langage totalitaire pour neutraliser toute pensée alternative. (Delporte, 2009)

2.8.1 Qu'est-ce que c'est la novlangue ?

En réalité, c'est le langage de la vérité officielle, la langue de la propagande stalinienne, la langue de bois soviétique. Elle est née avant Staline et se subsiste longtemps après sa mort. Elle est aussi appelée « la soviétlangue ». Tous les registres sont demandés pour paralyser la pensée. Tous ses ressources soulignent l'idéologie, la métaphore comme la métonymie, la métalepse comme la tautologie. L'emploi des mots rayonne l'infailibilité du parti et fermeté de la ligne. La soviétlangue préfère à cultiver l'épithète, dont l'usage a les règles strictes. Delporte dit que « *la force de la langue de bois soviétique n'est pas d'empêcher de penser, mais de donner l'illusion qu'on pense.* » (Delporte, 2009, p. 62)

Durant une prédominance de Léonid Brejnev (1964 – 1982), la soviétlangue se relève comme engourdissante mais aussi menaçante. (Delporte, 2009)

Dès août 1985, le journal *La Pravda* n'annonce que les mensonges ridicules et la pathétique langue de bois de la presse soviétique pour éviter son « autocritique ». Durant toute période soviétique, il y a existé le journal télévisé *Vremia* (« le temps ») qui est vrai et qui est diffusé sur toutes les chaînes nationales et locales. A partir de l'automne 1987 jusque 1989, l'émission la plus populaire, *Vzgliad*, relaye chaque vendredi soir. Ses thèmes communs sont par exemple prostitution, drogue, mafia, terreur stalinienne et guerre d'Afghanistan. Après la chute du communisme, en décembre 1991, la langue de bois est devenue de rigueur dans les télévisions gouvernementales. Quand Vladimir Poutine est devenu tsar de Russie en 2007, il a commencé à employer un mot « provocation » qui est typique pour la soviétlangue. Il est aussi utilisateur de formules fortes sur la forme et floues sur le fond lorsqu'il a décidé de éluder la question. (Delporte, 2009)

En Russie d'aujourd'hui, la langue de bois la plus brutale se développe sans complexe. Les professeurs sont libres de leur enseignement et du choix manuel tandis qu'ils n'avaient pas été pendant la période soviétique. (Delporte, 2009)

2.8.2 La nazilangue

C'est la deuxième langue totalitaire. La langue qui a beaucoup de points communs avec la soviétlangue. Elle ne forme pas de nouveau vocabulaire ou de nouvelle syntaxe. Elle utilise les nouvelles valeurs qu'elle donne aux mots anciens, emploie des termes et des formules stéréotypées. (Delporte, 2009) Delporte dit que « *le peuple est un mot sacré, empreint de la religiosité et du mysticisme qui caractérisent un large pan de la nazilangue.* » (Delporte, 2009, p. 134)

« *La nazilangue est une langue liturgique et au centre de cette liturgie se situe Hitler, dont Goebbels dit : « Il est tout, il est l'Allemagne, il est notre mouvement, il est notre avenir. »* » (Delporte, 2009, p. 135)

Elle aime les superlatifs et l'outrance de la grandeur. La répétition, la glorification et le dénigrement sont pour ce langage typique. (Delporte, 2009) « [...] *la langue nazie est moins caractérisée par la création de mots que par un usage partisan des termes existants et par ce procédé systématique consistant à leur en associer d'autres pour signaler à l'Allemand ce qu'il doit instinctivement encenser ou exécrer. Ainsi s'oppose au « peuple héroïque », fier de la « dureté de la race », le juif, la juiverie, le judéo-bolchevisme qui menace, le judéo-capitalisme, qui exploite.* » (Delporte, 2009, p. 138)

Comment c'était pendant La Deuxième Guerre mondiale avec la langue de bois ?

En 1939, l'Allemagne a commencé La Deuxième Guerre mondiale par l'attaque de la Pologne, qui dure jusque à 1945. La nazilangue était portée vers l'objectif de la guerre. Elle est portée avec tous les outils de la propagande orale, écrite, visuelle. (Delporte, 2009)

2.8.3 La langue de bois dans le monde

Il n'y a pas de régime communiste sans langue de bois. Mentionnons Cuba où 1984 d'Orwell est toujours interdit. « *La langue de bois accompagne l'opportunisme politique de Lider Máximo [...]* » (Delporte, 2009, p. 88) Pendant le temps, Cuba s'est rapproché de l'Union soviétique. Les Cubains ont appelé ce langage comme : *le tac-tac*. En Chine, il s'agit de *langue de plomb*. *La langue de béton* chez les Allemands, *la langue politiquement correcte* aux États-Unis. En Pologne, c'était *un langage de propagande* jusqu'au début des années 1980 où le syndicat Solidarnosc a lutté contre le pouvoir communiste qui a démonté la mécanique de la soviétlangue et des avatars les plus bureaucratiques. (Delporte, 2009)

2.8.4 La langue de bois en France

Concernant la langue de bois en France, elle est apparue durant l'occupation d'Allemagne (1940) et utilisée par le maréchal Petain pour la première fois. Ses longs discours lesquels sont pleins de mots creux et décrivent un monde du bien et du mal. Sous général Charles de Gaulle, les journaux doivent renseigner sur la langue de bois quotidienne du gouvernement s'ils veulent éviter des désagréments. (Delporte, 2009)

2.8.5 L'École nationale d'administration

Dans les années 1970 – 1980, la langue de bois politique s'enseigne à l'École nationale d'administration (ENA) et se répand très vite entre les politiques. Son jargon technocratique est en toute la France. L'objectif de l'ENA est contrôler sa parole et dresser une sorte d'écran protecteur entre soi et l'opinion publique. (Delporte, 2009)

La technolangue se développe aussi dans les années 1990, elle est utilisée surtout par les seconds couteaux de la politique, les ministres et les ministres-techniciens. Ils deviennent « [...] *des virtuoses de l'esquive, des maîtres de l'art de contourner les questions embarrassantes* ». (Delporte, 2009, p. 220) La vitalité de langue de bois est fondée sur les mots les plus simples. (Delporte, 2009)

2.9 La langue de bois moderne

Au passé, le politiquement correct a pris beaucoup de bon mais maintenant, elle est devenue l'obstacle pour progrès et la menace pour la société. De ce qu'elle étouffe le discours libre, elle limite la capacité de la société afin de résoudre des problèmes. Et c'est pourquoi, la langue de bois est une dictature du bien. Elle supporte des hommes faibles et vulnérables, elle ne prend pas en considération s'ils le méritent ou pas. Ainsi, si la Chine se disputera avec des États Unis, des hommes politiquement corrects favoriseront la Chine mais si la Chine se querellera avec le Tibet, ils lui supporteront. (Browne, 2009)

La langue politiquement correcte produit plus dommage que le profit. Il supporte la criminalité, s'oppose à l'autorité de professeurs et donc elle cause la chute en discipline. (Browne, 2009)

2.10 Le générateur de la langue de bois

En 2004, les animateurs du site d'opposition au régime tunisien, Tunezine, donnent naissance un *générateur de langue de bois*. Ils expliquent que « *le discours repose sur quatre invariants : une entame, totalement creuse ; une affirmation, aux accents volontaires ; un constat, qui offre l'illusion de l'action ; la portée de ce qui vient d'être affirmé, artifice de résultat* ». (Delporte, 2009, p. 200)

Aujourd'hui, sur l'Internet, il y a un site appelé L'élection du Président de la République française sur lequel il est possible de trouver entre autre le générateur de langue de bois qui sait aussi générer les phrases en langue de bois. (Présidentielle 2010 [en ligne])

2.11 La langue de bois en langue tchèque

D'où vient la langue de bois en tchèque?

Elle se découvre ici grâce à l'Union européenne et elle est répandue par des programmes et des subventions qui sont originaires d'organisations sans but lucratif de Fonds social européen et d'autres lesquels ont des critères politiquement corrects. (Browne, 2009)

En République tchèque, il s'élève un nombre de peuple qui maîtrisent la langue très habilement et qu'ils n'ont pas de problème d'escamoter des questions. La langue de bois en profite et pour cette raison son nombre de locuteurs augmente. (Browne, 2009)

Martin Weiss dit que la langue de bois ne peut pas être adoptée d'une manière automatique en République tchèque. (Browne, 2009) Il affirme aussi que quant au « politiquement correct, c'est un luxe de la société riche où les Tchèques n'ont pas de tendance d'appartenir ». (Browne, 2009, p. 14)

La langue de bois s'est montrée dans le gouvernement tchèque visiblement depuis 2006. C'est une période de ministre pour les droits de l'homme, Džamila Stehlíková, qui était « ministre du politiquement correct ». Ses projets étaient très souvent refusés. Elle a proposé par exemple l'interdiction de punition physique des enfants par la loi. (Browne, 2009)

3 PARTIE PRATIQUE

Dans une partie pratique, nous nous concentrons sur la recherche des expressions en langue de bois dans cinq textes politiques et quatre économiques qui sont placés comme les annexes à la fin de ce mémoire. En annexes, les textes sont classés à la catégorie pareille comme dans une partie pratique.

Premièrement, cette partie se consiste des traductions des parties choisies en tchèque. Celles-ci sont toujours placées sous l'extrait original. Deuxièmement, nous trouvons des expressions en langue de bois les plus fréquentes et les mettons en gras. Elles sont aussi mentionnés dans la partie théorique en chapitre 2.2.3. Troisièmement, nous soulignons des phrases, des parties de phrases et des expressions en langue de bois et finalement, aux parenthèses, nous essayons de les expliquer ou remplacer à l'aide d'expressions interdites en tchèque. Nous analysons des discours directs en majorité.

3.1 L'analyse de textes politiques

Parmi des textes politiques, il y a des discours de plusieurs hommes politiques et deux Présidents, de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy.

3.1.1 Le texte n°1

Le premier texte choisi se trouve dans un article de journal Le Monde, il s'appelle « Pour 2012, des vœux résolument politiques ». Nous analysons la majorité de discours directs dans ce texte :

Le discours direct n°1

Le candidat socialiste François Hollande prononce : « *L'année 2012, si vous me donnez votre confiance, sera celle de **la réforme fiscale, de la justice sociale – sur les retraites, la santé – de la justice entre les territoires. La justice, l'égalité sont les conditions pour que l'effort soit consenti.*** » [...] « *Nos enfants doivent vivre mieux que nous.* »

La traduction en tchèque

« Pokud mi v roce 2012 budete důvěřovat, bude tento rok rokem daňové **reformy** (změny), sociální spravedlnosti – to se týká důchodů a zdraví – spravedlnosti mezi jednotlivými oblastmi. Spravedlnost a rovnost jsou podmínky pro to, aby byla **snaha** oceněna (tím chápeme, že voliči si vybírají program, kde jim politici slibují sociální jistoty). » [...] « Naše děti musí žít lépe než my (tím myslíme, že budoucí generace nesmíme zatížit dluhy). »

Le discours direct n°2

Le deuxième discours direct est celui de président du MoDem, François Bayrou.

*« A dire **vrai**, j'avais prévu des voeux traditionnels, commençant par un bilan de l'année écoulée, et poursuivant par des perspectives pour l'année prochaine. »*

La traduction en tchèque

« Abych řekl **pravdu**, měl jsem v úmyslu přát tradičním způsobem, začít zhodnocením uplynulého roku a pokračovat vyhlídkami do roku příštího. »

Le discours n°3

Dominique de Villepin présente sa vision du poste de président :
« *Nous n'avons pas besoin d'un président de droite, de gauche ou centre, mais nous avons besoin d'un président de tous les Français, d'un président-arbitre.* »

La traduction en tchèque

« Nepotřebujeme ani pravicového, ani levicového, ani prezidenta středu, ale potřebujeme prezidenta všech Francouzů (tím chápeme, že se nejprve jedná o prezidenta těch, kteří mě budou volit), prezidenta-soudce (jehož považujeme za prezidenta všech). »

3.1.2 Le texte n°2

Le deuxième discours direct se déroule sur le meeting politique qui est dirigé par Jean-François Copé. Il discute les élections législatives qui concernent les Français de l'étranger et la situation politique en France et répond aux questions des militants londoniens :

L'extrait n°1

« Nous sommes en France bourrés de qualités, mais nous avons un tout petit défaut. Nous sommes incapables de regarder ce qui se passe à l'extérieur. Nous mourrons de ce débat franco-français. Je vous le dis, il faut absolument faire remonter le maximum d'idées sur toutes les problématiques qui concernent les Français qui vivent à l'étranger. »

La traduction en tchèque

« Jsme ve Francii přecpaní kvalitami, ale jinak máme jen jeden malý problém. Nejsme schopni se dívat na to, co se děje venku. Zahyneme tím, že budeme mluvit jen o Francii. Já vám to říkám, za každou cenu je třeba vzít v úvahu všechny problémy, které se týkají Francouzů žijících v zahraničí (chápeme to tak, že Francie je plná kvalit, ale Francouzi žijící v zahraničí mají zároveň mnoho problémů). »

L'extrait n°2

« C'est dans ces moments là qu'on mesure la solidité de la colonne vertébrale. Il faut assumer les défaites sans se complaire. Mais il ne faut pas non plus s'auto-flageller pendant six mois. »

La traduction en tchèque

« Právě v těch momentech, kdy se měří naše odolnost, se musíme vyrovnat s neúspěchy, aniž bychom si v nich libovali. Ale není potřeba se dalších šest měsíců jen bičovat (tím myslíme, že se musíme vyrovnat s negativními jevy a neprotestovat proti nim.) »

L'extrait n°3

« Le **vrai** combat, la **vraie** rencontre avec les Français, c'est l'élection présidentielle et les législatives en suivant. »

La traduction en tchèque

« **Opravdový** boj, **opravdové** setkání s Francouzi, tzn. prezidentské a následné parlamentní volby (chápeme to tak, že během voleb se setkáme s Francouzi a budeme bojovat o jejich hlasy). »

L'extrait n°4

« J'ai besoin que les uns comme les autres, vous fassiez campagne activement pour le Président, pour Emmanuelle Savarit aux législatives. Et sur ce point, je vous demande **vraiment** de faire union sacrée. Il y a toujours de bonnes raisons de ne pas se soutenir et en réalité il n'y en a aucune face au danger absolu que constitue une victoire de la gauche. »

La traduction en tchèque

« Potřebuji, abyste se všichni aktivně zúčastnili předvolební kampaně pro prezidentku Emmanuelle Savarit v parlamentních volbách. A právě proto vás žádám, abyste se **opravdu** spojili. Stále existují dobré důvody pro nepodpoření. Ve skutečnosti žádné z nich nečelí absolutnímu nebezpečí, které představuje vítězství levice (tím chápeme, že musíte podpořit prezidentku, protože větší hrozbou než je ona, je pro nás levice). »

L'extrait n°5

J. F. Copé « a assuré qu'il voulait « gagner à la loyale » [...] »

La traduction en tchèque

J. F. Copé « ujistil, že chce « vyhrát poctivě » (tím rozumíme, že chce někoho podplatit a poctivý určitě nebude). »

L'extrait n°6

« [...] le secrétaire général du parti présidentiel a rappelé que « chaque Français est important » [...] »

La traduction en tchèque

« [...] generální tajemník prezidentské strany připomněl, že « každý Francouz je důležitý » [...] (chápeme to tak, že nejdůležitější je on sám). »

L'extrait n°7

« Je ne vois personne d'autre pour avoir la crédibilité nationale et internationale pour porter les décisions nécessaires [...] ».

Traduction en tchèque

« Neznám nikoho jiného, kdo by měl národní a mezinárodní věrohodnost proto, aby mohl přijímat nezbytná rozhodnutí [...] (tím myslíme, že prezident má výsadní právo o všem rozhodovat). »

3.1.3 Le texte n°3

Ce texte est un discours du 22^e Président de la République de Jacques Chirac au 7 mai 1995 qui commence gouverner la République française.

L'extrait n°1

« Mes chers compatriotes, à l'heure où je parle, les résultats connus montrent que vous avez décidé de me confier la plus haute charge de l'Etat. J'exprime ma profonde gratitude à toutes celles et à tous ceux qui m'ont accordé leur confiance, et je salue tous les autres avec respect. »

La traduction en tchèque

« Moji drazí spoluobčané (tím chápeme : dámy a pánové), teď, když mluvím, ukazují výsledky, že jste se rozhodli svěřit mi největší

břemeno – stát. Velice děkuji všem ženám a mužům, kteří mi věří a vás ostatní zdravím s úctou (tím myslíme, že bude nejdřív myslet na sebe, pak na ty, co ho volili a na ty ostatní se nedostane). »

L'extrait n°2

« Mes chers compatriotes, je serai le président de tous les Français. Je mesure la gravité **des responsabilités** qui vont être les miennes. Je mesure la difficulté de la tâche qui nous attend. Comme vous, je veux un Etat vigoureux, impartial, exigeant pour lui-même et soucieux de la bonne utilisation des deniers publics, un Etat qui n'isole pas ceux qui gouvernent du peuple qui les a choisis. »

La traduction en tchèque

« Moji drazí spoluobčané (tím myslíme : dámy a pánové), budu prezidentem všech Francouzů (tím chápeme, že bude nejprve prezidentem těch, kteří ho volili). Odhaduji závažnost **odpovědností**, které budu mít. Odhaduji obtížnost úkolu, který nás čeká (tím rozumíme, že se na něj bohužel nebude podílet a že většinu práce za něj odvedou ostatní). Stejně jako vy, i já chci stát silný, nestranný, náročný na sebe a dbalý na dobré užívání veřejných finančních prostředků (tím myslíme, že za státní peníze pojede na dovolenou a ještě mu něco zbyde), stát, který neizoluje ty, kteří vládnou od lidí, jež je volili (tím chápeme, že se jedná o stát, který neodděluje občany od politiků, což bohužel není možné, takže s tímto oddělováním nepřestane).»

L'extrait n°3

« Toutes les initiatives seront soutenues. Toutes **les énergies** seront mobilisées. Toutes les réussites seront encouragées. ».

La traduction en tchèque

« Všechny aktivity budou podporovány. Všechny **energie** budou zmobilizovány (tím chápeme, že slibuje, že bude pracovat na 100 %, ale nikdy to nemůže dodržet). Všechny úspěchy budou povzbuzovány. »

L'extrait n°4

« De nouveau, nařtra dans notre pays l'espoir de l'ascension sociale, de nouveau le progrs sera attendu et l'avenir d'sir'. De nouveau, la partie des droits de l'homme rayonnera dans le monde, de nouveau la France sera le moteur de l'Union europ'enne, gage de paix et de prosp'rit' pour notre continent. »

La traduction en tch'que

« Nav'c se v nař' zemi zrod' nad'eje na spole'ensky vzestup (t'ım mysl'ıme, ře se to jako prv'n'ıho bude samozřejm'e t'ıkat jeho), d'ale bude o'ek'avn' pokrok a vytouřen' **budoucnost**. Nav'c bude ve sv'e't'e p'usobit organizace h'aj'c' lidsk' pr'ava a Francie bude motorem Evropsk'e unie zaru'uj'c' m'ır a prosperitu pro n'as' kontinent (ch'apeme to tak, ře Francie bude m'ıt nejv'e'tř'ı slovo p'ı rozhodov'n'ı v EU). »

L'extrait n°5

« Soyons unis, mes chers compatriotes, soyons tol'rants et fraternels. Mais soyons aussi inventifs, audacieux, conqu'rants. Alors la France redeviendra un ph'are pour tous les peuples du monde et c'est sa vocation. »

La traduction en tch'que

« Bu'd'm'e pospolu, moji draz'ı spoluob'can'e (t'ım rozum'ıme : d'amy a p'anova), bu'd'm'e tolerantn'ı a bratrřt'ı. Ale bu'd'm'e tak'e vynal'ezav'ı, odv'azn'ı dobyvatel'e. Tehdy se Francie znovu stane maj'akem pro vřechny lidi z cel'e'ho sv'e't'a, a to je jej'ım posl'nn'ım (t'ım mysl'ıme, ře ve Francii lid'e vřdy najdou 'uto'ıřt'e a nad'eji). »

3.1.4 Le texte n°4

Le quatri'eme texte, c'est le voeux de M. le Pr'sident de la R'epublique, Nicolas Sarkozy, au 31 d'ecembre 2010. Il parle de crise 'conomique et financi'ere et de r'eformes :

L'extrait n°1

« La crise économique et financière, commencée il y a 3 ans, a continué à faire sentir ses effets et nombreux furent ceux qui ont perdu leur emploi ce qui n'a fait qu'exacerber le sentiment d'injustice ressenti par des salariés qui n'étaient en rien responsables de la crise. »

La traduction en tchèque

« Ekonomická a finanční krize, která začala před třemi lety, pokračovala a zanechala své důsledky a je spousta těch, kteří ztratili zaměstnání, a to zapříčinilo jen zhoršení pocitu nespravedlnosti, jenž zanechal stopy na zaměstnancích, kteří nebyli za nic z toho, co se týkalo krize, zodpovědní (tím chápeme : Krize ? Kdepak ! Zaměstnavatelé na ni vše svádějí, ale ve skutečnosti propouštět vůbec nemuseli.). »

L'extrait n°2

« Et l'année 2011 s'annonce comme porteuse d'espérance. La croissance revient. Les grandes réformes engagées commencent à porter leurs fruits. Nos universités enfin autonomes s'ouvrent et se modernisent comme jamais elles ne l'ont fait dans le passé.»

Traduction en tchèque

« A rok 2011 se ohlašuje jako přinášející naději. Hospodářský růst se znovu vrací (tím rozumíme : zvýšení zisků, výdajů domácností, ale bez zvýšení mezd). Velké reformy (tím chápeme : změny) začínají přinášet ovoce (tím myslíme, že konečně i on a jeho rodina zbohatnou). Naše nezávislé univerzity se nakonec otevírají a modernizují (tím myslíme , že propouštějí zaměstnance), jako tomu nebylo nikdy v minulosti. »

L'extrait n°3

« Notre système de retraite a été à l'abri de la faillite inéluctable qui le guettait si nous n'avions rien fait. Ce sont les pensions de nos aînés qui ont été sauvées et pour la première fois, la France a pu affronter une

réforme capitale sans violence et sans blocage grâce au service minimum qui a bien fonctionné et à l'esprit de responsabilité des Français qui savaient bien que ce rendez-vous pour douloureux qu'il fut était inéluctable. Je veux rendre hommage à leur maturité et à leur intelligence collective. »

Traduction en tchèque

« Náš důchodový systém byl postaven mimo dosah nevyhnutelného bankrotu, který by ho čekal, kdybychom nic neudělali (chápeme to tak, že by ho bankrot nečekal, kdyby se peníze využívaly správným způsobem). Jde o důchody našich nejstarších, jenž byly zachráněny, a Francie tak mohla poprvé čelit hlavní reformě (tím myslíme změnu) nenásilně a bez blokády díky minimální pomoci, která dobře fungovala, a zodpovědnosti Francouzů, kteří věděli, že ačkoliv bude tato akce bolestná, že je nevyhnutelná (chápeme to tak, že důchodová reforma byla nezbytná, bez ní by politici už nedostávali tak vysoké platy). Chci vzdát hold jejich vyspělosti a jejich kolektivní inteligenci (tím myslíme, že jsou to hlupáci, kteří nepoznají, že na důchody nezbylo, jelikož tyto peníze byly využity mnohem lepším způsobem – tedy pro politiky). »

L'extrait n°4

« Ne croyez pas, mes chers compatriotes ceux qui proposent que nous sortions de l'euro. L'isolement de la France serait une folie. La fin de l'euro serait la fin de l'Europe. »

La traduction en tchèque

« Moji drazí spoluobčané (tím rozumíme: dámy a pánové), nevěřte těm, kteří požadují zrušení eura. Izolace Francie by byla šílenstvím. Zánik eura by byl koncem Evropy (chápeme to tak, že nemůžeme zrušit euro, ani vystoupit z EU, jelikož bychom přišli o výsadní postavení v Evropě). »

L'extrait n°5

*« L'Europe est **essentielle** à notre **avenir**, à notre identité et à nos valeurs. »*

La traduction en tchèque

« Evropa je **nezbytná** pro naši **budoucnost**, naši identitu a naše hodnoty (chápeme to tak, že bez Evropy nebude Francie tolik prosperovat, jelikož se pozastaví vývozy do zahraničí). »

L'extrait n°6

« Regardons ce qui s'est passé en Europe. *Les pays qui ont voulu vivre au-dessus de leurs moyens sans penser aux lendemains ont été lourdement sanctionnés. Mon premier devoir est de protéger la France de cette perspective. La France tiendra donc ses engagements en équilibrant ses comptes.* »

La traduction en tchèque

« Díváme se na to, co se stalo v Evropě. *Země, které chtěly žít nad rámec svých finančních prostředků, aniž by myslely na budoucnost, byly těžce pokutovány. Mojí první povinností je ochránit Francii od takové perspektivy (tím myslíme, že musí Francii ochránit, protože jinak by se jí nedostávalo dostatečné množství finančních prostředků).* Francie tedy dostojí svým **závazkům** vyrovnáním svých účtů. »

L'extrait n°7

« *La difficulté ne compte pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et le bien commun des Français.* »

La traduction en tchèque

« *Náročnost úkolu jde stranou, když je ve hře **státní zájem** a veřejné statky Francouzů (tím rozumíme, že záležitosti týkající se státu jsou nejdůležitější).* »

L'extrait n°8

« Mon devoir est de privilégier en toutes circonstances l'intérêt général. Jusqu'à la dernière minute de mon mandat je n'aurai d'autre règle que celle-là. Nous allons donc continuer à réformer parce que c'est la seule façon de préserver notre modèle et notre identité, c'est la seule façon de protéger la France et les Français. Les protéger de la dépendance car chacun a le droit à sa dignité face aux souffrances du grand âge. »

La traduction en tchèque

« Mojí povinností je za všech okolností prosazovat všeobecný zájem (tím chápeme jeho zájmy, zájmy jeho rodiny a jeho přátel). Až do poslední minuty mého mandátu nebude platit jiné pravidlo než toto. Budeme tedy pokračovat v reformování (tím chápeme změny), protože to je jediný způsob ochrany našeho modelu a naší identity, je to jediný způsob ochrany Francie a Francouzů. Podporovat je, neboť každý má právo důstojně se dožít vysokého věku. (Tím rozumíme, že reformy vedou ke zvyšování rozdílů ve společnosti, tj. bohatí budou bohatší a chudí chudší.) »

L'extrait n°9

« Tout au long de l'année, mes chers compatriotes, la France portera la lourde responsabilité de la double présidence du G20 et du G8. »

La traduction en tchèque

« Moji drazí spoluobčané (tím chápeme : dámy a pánové), Francie ponese po celý rok, velkou zodpovědnost za dvojité předsednictví v G20 a G8. »

L'extrait n°10

« Elle défendra la France vigoureusement ses intérêts sans jamais renoncer à ses valeurs, quant au multilatéralisme, au respect des droits de l'Homme, au combat pour le développement et à l'impératif de la protection de notre planète. »

La traduction en tchèque

Francie bude energicky chránit své zájmy (tím chápeme, že na prvním místě budou jeho zájmy a pak až ty ostatní), aniž by se zřekla svých hodnot (tím rozumíme, že i když s ním nebude počítat, stále bude prezidentem). Týká se to multilateralismu, dodržování lidských práv, boje za rozvoj a kladení důrazu na ochranu naší planety.

3.1.5 Le texte n°5

La déclaration du Ministre du travail, de l'emploi et de la santé, Xavier Bertrand, est analysée comme le texte n°5. Il négocie les grandes lignes de la réforme de la politique du médicament :

L'extrait n°1

*« Ce n'est pas un sujet partisan, c'est **une volonté** qui doit être partagée par l'ensemble des acteurs. Voilà pourquoi j'ai souhaité avoir les contributions du plus grand nombre. »*

La traduction en tchèque

*« Není to vlastenecká povinnost, ale **ochota**, která musí být přijata skupinou odborníků. Tak proto jsem si přál přispět co nejvíc. »*

L'extrait n°2

« J'ai donc lancé une grande concertation, les assises du médicament: nous avons décidé de réunir les parlementaires et l'ensemble des acteurs du domaine des produits de santé, les

prescripteurs et les dispensateurs, les utilisateurs, les régulateurs, les fournisseurs, les chercheurs et bien sûr les lanceurs d'alerte. »

La traduction en tchèque

« Zahájil jsem tedy velkou poradou, zasedání lékařů (tím myslíme, že vyslechne jejich návrhy, ale je dost pravděpodobné, že jim nijak nevyhoví): rozhodli jsme se zapojit poslance a skupinu odborníků z oblasti léčiv, obchodních poradců a dárců, spotřebitelů, dopravních dispečerů, dodavatelů, badatelů a samozřejmě interních informátorů. »

L'extrait n°3

*« Tous ces travaux, comme vous avez pu le voir à leur lecture, mettent en évidence un point commun et rejoignent **ma conviction** : notre police du médicament doit mieux assurer la sécurité des patients, le doute doit toujours bénéficier au patient. »*

La traduction en tchèque

« Všechny tyto práce, jak jste si mohli přečíst, jasně ukazují společný cíl a dospívají k mému **přesvědčení**: že naše lékařská inspekce musí být důslednější, a že pochybnost musí vždy přinášet pacientovi prospěch (tím myslíme, že když bude lékař mít strach z inspekce, neodváží se cokoliv odbýt a pacient z toho bude mít prospěch.). »

L'extrait n°4

*« Je l'ai dit, s'il n'y a pas **une transparence totale**, il n'y aura pas une confiance totale. »*

La traduction en tchèque

« Řekl jsem, že nebudeme-li postupovat **srozumitelně a transparentně**, nezískáme úplnou důvěru (tím rozumíme, že pokud budeme nenápadní, budou nám lidé věřit). »

L'extrait n°5

« *L'indépendance des experts, d'abord. La lutte contre les conflits d'intérêt est **notre priorité**. On a progressé ces dernières années, mais pas assez.*»

La traduction en tchèque

« Nejdříve nezávislost expertů. **Naší prioritou** je boj proti střetu zájmů. V minulých letech jsme pokročili, ale ne dostatečně.»

L'extrait n°6

« *Les règles de **transparence** doivent être strictement appliquées. Quand, dans une réunion, un expert présent est concerné par un conflit d'intérêt, les décisions et les avis pris lors de cette réunion doivent être frappés de nullité.* »

La traduction en tchèque

« Pravidla **transparentnosti** musejí být používána striktně. Když se přítomný znalec dostane na schůzi do střetu zájmů, musejí být názory během této schůze označeny za bezpředmětná rozhodnutí (chápeme to tak, že znalcům nenáleží posuzovat danou věc).»

L'extrait n°7

« ***La transparence totale**, c'est aussi que toutes les conventions et rétributions passées entre les laboratoires, les médecins, les experts, la presse spécialisée, les sociétés savantes et les associations de patients, soient désormais publiques, consultables. Toutes, sans exception.* »

La traduction en tchèque

« Úplná transparentnost všech dohod a posledních výsledků musí být od nynějška veřejná a k dispozici mezi laboratořemi, lékaři, znalci, specializovaným tiskem, vědeckými společnostmi a společnostmi

pro pacienty. A to pro všechny bez výjimky (chápeme to tak, že se veřejně ví o tom, že všechny zúčastněné strany stejně něco zatajují). »

L'extrait n°8

« Par ailleurs, comme je l'ai dit le 15 janvier, je pense qu'il faut réduire le nombre de membres au sein des commissions pour éviter une dilution des **responsabilités** : trop de membres, c'est moins de **responsabilités**. »

La traduction en tchèque

« Jak jsem již uvedl 15. ledna, je třeba snížit počet členů ve výborech, abychom se vyhnuli rozmělnění **zodpovědnosti** : příliš členů, znamená méně **zodpovědnosti** (tím chápeme, že zaměstnáváme mnoho zbytečných lidí, kteří nemají na práci nic důležitého). »

L'extrait n°9

« Enfin, pour les médicaments présentant un Service Médical Rendu Insuffisant (SMRI), de nouvelles règles sont applicables : à **l'avenir, aucune prise en charge par la collectivité, donc pas de remboursement, sauf s'il y a un avis contraire du ministre, mais cet avis devra alors être motivé.** »

La traduction en tchèque

« Pro firmu SMRI, která distribuuje léčiva, jsou nakonec platná nová pravidla. **V budoucnosti** nebude přebírat zodpovědnost kraj, nebude se starat o proplácení léků, výjimku bude tvořit opačný názor ministra, ale ten bude muset být zdůvodněn (tím rozumíme, že pokud bude ministr chtít, vymyslí si věrohodné odůvodnění a názor prosadí). »

L'extrait n°10

« S'agissant de l'évaluation, il faut **un effort** tout particulier sur le développement de la pharmaco-épidémiologie, que ce soit en termes de

compétences et de ressources allouées à l'ANSM que d'études à réaliser conjointement entre l'ANSM, la HAS, l'INVS et l'Assurance maladie. »

La traduction en tchèque

« Jedná-li se o hodnocení, pro rozvoj farmako-epidemiologie je třeba **snahy** každého jednotlivce (to chápeme tak, že na chodu firmy se podílí všichni zaměstnanci, ale zvýhodněn je jen management firmy), která vychází z kompetencí a přidělovaných zdrojů ANSM, která zkoumá realizování mezi ANSM, HAS, INVS a Pojištěním nemocných jednotně. »

L'extrait n°11

« Je suis le ministre des patients, je suis aussi le ministre des professionnels de santé, de tous les professionnels de santé. Avec **cette réforme**, nous mettons à leur disposition des outils pour leur permettre de mieux accomplir leur **mission** : soigner et sauver des vies. »

La traduction en tchèque

« Jsem ministrem pacientů, jsem také ministrem zaměstnanců ve zdravotnictví, myslím tím všech zaměstnanců ve zdravotnictví (tím chápeme, že díky tomu, že je hodně nemocných, musí na ně stát vyplatit více finančních prostředků, a proto je jako ministr velmi dobře finančně zabezpečen). S **touto reformou** jim dáváme k dispozici nástroje, abychom jim dovolili lépe vykonávat své **poslání**: pečovat a zachraňovat životy. »

L'extrait n°12

« Je l'ai dit, j'ai voulu **une réforme** en profondeur, qui ait du sens, dans un seul et unique objectif, protéger le patient : la santé de chacun est l'affaire de tous. »

La traduction en tchèque

« Řekl jsem to, že jsem chtěl hloubkovou **reformu**, jejíž smyslem a jediným cílem je chránit pacienta : zdraví každého je záležitost všech

(myslíme to tak, že nejdůležitější je jeho zdraví, na těch ostatních mu nezáleží). »

3.2 L'analyse de textes économiques

Des textes économiques traités sont surtout des déclarations des Ministres. Ils sont très longs mais nous nous ne concentrons que sur leur parties clés:

3.2.1 Le texte n°1

Pour le première texte, nous analysons la déclaration de la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, sur le Sommet de Cannes du G-20 au 4 novembre 2011. Elle parle de crise de l'économie mondiale :

L'extrait n°1

« Les dirigeants du G-20 savent que nous sommes tous confrontés a des défis redoutables maintenant que l'économie mondiale est entrée dans une phase plus incertaine. »

La traduction en tchèque

« Hlavní představitelé G-20 vědí, že jsme všichni konfrontováni s obávanými výzvami právě teď, kdy se světová ekonomika ocitla v ještě více nejistější fázi (tím myslíme, že se krize ještě více prohlubuje a hospodářský růst je minimální). »

L'extrait n°2

*« Les dirigeants de la zone euro membres du G-20 ont une nouvelle fois exprimé **leur détermination** de le faire. Dans ce contexte, je salue la décision de l'Italie d'inviter le FMI à intensifier de son travail de surveillance et de suivi, pour soutenir les mesures importantes en cours d'adaptation par le gouvernement en matière d'ajustement budgétaire et de **réformes** structurelles. »*

La traduction en tchèque

« Hlavní představitelé eurozóny nově oznámili členům G-20 **své rozhodnutí** o tom, jak budou postupovat. Právě proto vítám rozhodnutí Itálie vyzvat EMF, aby zesílila pracovní dohled a průběžné kontroly a aby podpořila významná opatření během schvalování vládou ve věci rozpočtového přizpůsobení a strukturních **reforem** (změn). »

L'extrait n°3

« Premièrement, je salue **l'engagement** du G-20 de faire en sorte que FMI continue de disposer de ressources suffisantes pour jouer son rôle systémique, dans l'intérêt de tous les pays membres. »

La traduction en tchèque

« Zaprvé vítám zajištění **závazku** G-20, aby EMF pokračoval v disponování s dostatečnými zdroji, aby udržel stávající systemickou roli v zájmu všech členských zemí (tím chápeme, aby vydělával peníze na úkor všech členských zemí.) »

L'extrait n°4

« [...] qui permettra d'apporter des liquidités à court terme dans des proportions plus élevées et avec davantage de souplesse aux pays dont les politiques et les paramètres économiques sont foncièrement solides, mais qui subissent des chocs systémiques. »

La traduction en tchèque

« To dovolí přinášet hotovost krátkodobě ve zvyšujícím se poměru a navíc pružně v zemích, jejichž politiky a ekonomické parametry jsou v podstatě zdravé, ale které podléhají systémovým šokům (tím chápeme, země, které podléhají rozkrádání nebo naopak, ale jen výjimečně, vysokému nárůstu příjmů). »

L'extrait n°5

*« Il s'agit notamment d'un accord sur des conclusions **cohérentes** pour la gestion des flux de capitaux, ainsi que de mesures visant à élargir le panier du droit de tirage spécial (DTS), dans l'optique de la poursuite de la diversification du système monétaire mondial. »*

La traduction en tchèque

*« Jedná se hlavně o souhlas s **logickými** závěry z hlediska usilování o rozšíření světového měnového systému pro řízení toku majetku, stejně tak i o opatření rozšiřující koš zvláštních práv čerpání (DTS). »*

L'extrait n°6

*« Il faut disposer d'un secteur financier plus sain et plus sûr afin de fournir le crédit **nécessaire** pour financer la reprise et répondre aux besoins de l'économie réelle, notamment la création d'emplois. »*

La traduction en tchèque

*« Je třeba disponovat zdravějším a jistějším finančním sektorem, aby byl poskytnut **nezbytný** úvěr na financování opětovného nastartování ekonomiky a bylo odpovězeno na potřeby reálné ekonomiky, hlavně na vytváření pracovních míst (myslíme tím, že se nová pracovní místa vytvářet nebudou.) »*

L'extrait n°7

« Les enjeux sont considérables. L'analyse du FMI à l'appui du processus d'évaluation mutuelle du G-20 montre qu'une action collective appropriée pourrait rehausser le PIB mondial de 1½ % d'ici 2016 et créer de 20 à 40 millions d'emplois. »

La traduction en tchèque

« To, co je ve hře, to je významné (tím chápeme, že možná přijdeme o značnou část našeho příjmu). Analýza EMF na podporu procesu vzájemného ohodnocení G-20 ukazuje, že kolektivní přizpůsobitelná činnost by mohla zvýšit světový HDP o 1½ % do roku 2016 a vytvořit 20 až 40 milionů pracovních míst (myslíme tím, že reálné to je, ale jen v zemích se silnou ekonomikou). »

3.2.2 Le texte n°2

Ce texte disserte sur la déclaration de M. Jean Leonetti, ministre des affaires européennes, sur les propositions législatives présentées par la Commission européenne. Cette déclaration était réalisée au 8 novembre 2011 à l'Assemblée nationale :

L'extrait n°1

*« Cet article, issu de la révision constitutionnelle de 2008, vous permet d'émettre un avis motivé sur la conformité d'un **projet** d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. L'Assemblée nationale voit ainsi son importance renforcée au cœur du débat européen. Le Gouvernement se félicite de cette nouvelle avancée de la démocratie en Europe.»*

La traduction en tchèque

« Tento článek o konstituční revizi v roce 2008 vám dovoluje vyjádřit názor motivovaný podobností **projektu** evropského legislativního aktu na principu subsidiarity. Národní shromáždění vidí tedy svůj význam uvnitř evropské debaty (tím chápeme, že se Francie považuje za střed Evropy a chce jí ovládnout). Vláda si blahopřeje k tomuto novému posunu demokracie v Evropě (tím myslíme, že se bude jednat o kapitalismus). »

L'extrait n°2

*« Chacun admet désormais qu'il est **nécessaire** d'agir afin que l'espace Schengen soit préservé. Cette **nécessité** s'est progressivement imposée comme une évidence, grâce à **la détermination** du président de la République, qui a agi à plusieurs niveaux afin que nous renforçons ce dispositif. »*

La traduction en tchèque

« Každý od nynějška souhlasí s tím, že je **nezbytné** vyjednat, aby byl Schengenský prostor chráněn. Tato **nezbytnost** se postupně prosazuje díky **ustanovení** prezidenta republiky jako důkaz, který v tomto smyslu vyjednal na několika zasedáních, abychom posílili toto opatření. »

L'extrait n°3

« L'Espace Schengen, comme l'ensemble de la construction européenne, repose sur la confiance et la solidarité. »

La traduction en tchèque

« Schengenský prostor je jako celek evropského utváření postaven na důvěře a solidaritě (tím chápeme, že se jedná o důvěru mezi státy a dále o pomoc zemím, jejichž ekonomika je méně vyspělá – bohaté země jim pomáhají přežít ; solidarita nebo-li charita).

3.2.3 Le texte n°3

Le troisième texte traité s'appelle « Déclaration de Mme Valérie Pécresse, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sur le bilan et les objectifs de la révision générale des politiques publiques (RGPP), Paris le 29 novembre 2011 ». Nous n'avons choisi qu'une partie d'article et donc, nous l'analysons :

L'extrait n°1

« **Réformer l'Etat** : on ne compte plus les rapports et les ouvrages consacrés à cette **nécessité**. Nulle part ailleurs dans le monde, **la réforme** de l'Etat n'a fait couler autant d'encre. Et nulle part ailleurs, elle n'avancait aussi lentement qu'en France. »

La traduction en tchèque

« **Reformování** státu : už ani nepočítáme návrhy a doporučení věnované této **nezbytnosti**. Nikde jinde ve světě se o státní **reformě** tolik nenapsalo. A nikde jinde se nešíří tak pomalu jako ve Francii. »

L'extrait n°2

« **La réforme** de l'Etat, c'était le grand échec français. Parce qu'au fond, il est tellement plus facile de ne rien faire que de **réformer**. Il est tellement plus confortable de ne rien changer plutôt que de se remettre en question. Eh bien, ce gouvernement a fait le choix de l'action, de la réforme, de la modernisation. »

La traduction en tchèque

« Státní **reforma** (tím chápeme změna) byla pro Francii velkým neúspěchem. Protože je v podstatě snadnější nic nedělat než **reformovat** (tím rozumíme měnit), je spíše pohodlnější nic neměnit, než se znovu ptát. A tak tato vláda vybrala jednání, reformu a modernizaci (tím myslíme jednání, změnu a propouštění zaměstnanců.) »

L'extrait n°3

« Et après 4 années de révision générale des politiques publiques, les faits sont là : la modernisation de l'Etat n'est plus un slogan, c'est une réalité, un acquis et même un acquis irréversible. »

La traduction en tchèque

« A po 4 letech obecných zkoumání veřejných politik jsou činy zde : státní transformace už není slogan, je to realita, bohatství a dokonce nezvratné bohatství (tím rozumíme, že propouštění zaměstnanců ušetří státu nemalé finanční prostředky). »

L'extrait n°4

« Et c'est pourquoi votre rôle est **essentiel** : à la tête des directions d'administration centrale ou dans les départements, c'est vous qui avez la charge d'expliquer, d'accompagner ou de mettre en oeuvre **ces réformes**. »

La traduction en tchèque

« A to proto je vaše role **zásadní** : jste to vy, kdo má na starost vysvětlit, provázet nebo uplatnit **tyto reformy** (tím chápeme změny) v čele správních centrálních ředitelství nebo v departmánech (tím rozumíme, že vy nic na starost nemáte, ale politici rozhodnou o všem). »

L'extrait n°5

« Le succès de la RGPP, c'est vous qui l'avez fait : je tenais à vous en remercier, car aujourd'hui, c'est un des éléments-clefs de la crédibilité de la France. »

La traduction en tchèque

« Úspěchu RGPP jste dosáhli vy : děkuji vám za to, neboť dnes je to pro věrohodnost Francie klíčové (myslíme tím, že jelikož politička uspěla a podařilo se jí vás oklamat, je Francie věrohodná). »

L'extrait n°6

« I. Et c'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, personne ne reviendra en arrière. Nous avons changé d'univers et dans l'univers où

nous vivons aujourd'hui, la tradition du « dépenser plus pour faire mieux » n'a tout simplement plus sa place. »

La traduction en tchèque

« I. A je to proto, dámy a pánové, že nikdo se nebude chtít vrátit na začátek. Změnili jsme svět a ve světě, kde dnes žijeme, nemá už tradice « utratit více, abychom se měli lépe » jednoduše své místo (tím rozumíme, že dnes se prosazuje « šetřit si pro sebe co nejvíc tak, aby to nebylo nápadné »). »

L'extrait n°7

« En effet, le temps était venu de poser une question : celle de l'efficacité de l'action de l'Etat. Et pour y parvenir, nous avons retenu une méthode très simple : nous avons passé en revue l'ensemble des missions de l'Etat et nous avons regardé, ministère par ministère, direction par direction, comment faire mieux et dépenser moins. »

La traduction en tchèque

« Ve skutečnosti přišel čas, abychom si položili otázku týkající se účinnosti státního jednání. A abychom toho dosáhli, zvážili jsme velmi jednoduchou metodu, jak se mít lépe a utratit méně: prošli jsme celkový přehled státních úloh a viděli jsme ministra za ministrem, řízení za řízením (tím myslíme, že ministři nepřijdou o své pozice, naopak zůstanou a místo nich budou propuštěni obyčejní úředníci, a proto v žádném případě neutratíme méně, ale naopak ještě více). »

L'extrait n°8

« Notre objectif, c'était de réduire le nombre de fonctionnaires. Cet objectif, nous l'assumons parfaitement : parce que l'Etat ne pouvait pas d'un côté transférer des compétences aux collectivités et de l'autre continuer à recruter des agents publics. »

La traduction en tchèque

« Naším cílem bylo snížit počet státních úředníků. Tento cíl skvěle naplňujeme: jednak převést kompetence na kraje a jednak pokračovat v nabírání nových úředníků (tím myslíme, že stát se snaží o snížení počtu státních úředníků, místo toho se jejich počet ale neustále zvyšuje). »

L'extrait n°9

« Partout où c'était **nécessaire**, nous avons créé des emplois. Par exemple dans la Justice, dont chacun savait qu'elle manquait de personnel depuis des années. Ou bien encore dans l'Enseignement supérieur et la recherche, dont les effectifs sont restés stables. »

La traduction en tchèque

« Všude, kde to bylo **nezbytné**, jsme vytvořili pracovní místa. Například v oblasti soudnictví, o níž každý ví, že tam již roky chybí zaměstnanci. Nebo ve středním vzdělávání a výzkumu, kde zůstával stejný počet zaměstnanců (chápeme tím, že jsem vytvořili pracovní místa pro naše přátele, kteří potřebují být zaměstnání na lukrativních postech). »

L'extrait n°10

« Les uns ont parlé de coupes sombres. Les autres y ont vu des économies en trompe-l'oeil. **La vérité**, elle est simple : c'est que ces réductions d'emploi, nous les avons faites. Et nous les avons faites grâce **aux réformes** que vous avez mis en oeuvre sur le terrain. »

La traduction en tchèque

« Jedni hovořili o radikálních škrtech (tím rozumíme např. hromadné propouštění zaměstnanců). Jiní tam viděli naivně úspory. **Pravda**, ta je jednoduchá : tzn., že jsme počet těchto pracovních míst snížili. A snížili jsme ho díky **reformám** (tím chápeme změny), které jsme uskutečnili. »

L'extrait n°11

« 4. Et j'ajoute que **ces réformes** qui conduisent à une réduction des effectifs de l'Etat, permettent aussi d'améliorer le **service rendu aux Français.** »

La traduction en tchèque

« 4. A doplňuje, že tyto **reformy** (tím chápeme změny), které vedou ke snížení počtu státních zaměstnanců, pomáhají také zlepšovat **službu** prokázanou Francouzům (tím rozumíme, že úředníci budou více vytíženi, ale bude to na úkor kvality nabízených služeb). »

3.2.4 Le texte n°4

Comme le quatrième texte, nous nous occupons du discours de Thierry Breton, ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie. Il contient le sujet de « Remise du rapport de la mission sur les modalités de mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en France » et il était dit du 27 mars 2007. Nous n'analysons que certains extraits.

L'extrait n°1

« Mais ce qui est essentiel à mes yeux, c'est qu'**une concertation approfondie** – indispensable pour **une réforme** de cette nature – ait été conduite. »

La traduction en tchèque

« Ale to, co je podle mého názoru nezbytné a nepostradatelné pro **reformu** (tím chápeme změnu) takového charakteru, je, aby byla **dohoda** (myslíme tím, jednání, na kterém vláda poslouchá stížnosti odborů, aniž by je brala v úvahu) důkladně řízena. »

L'extrait n°2

*« Il faut en revanche – et **la mission** le dit clairement –, mettre en place des garde-fous pour prévenir les comportements abusifs d'optimisation fiscale. Il faut aussi maintenir les effets incitatifs des dépenses fiscales.*

La traduction en tchèque

« Naopak je třeba – a **úkol** to říká jasně – stanovit hranici pro předvídání protiprávního chování daňové optimalizace. Je také třeba zachovat daňově účinné výdaje. »

L'extrait n°3

« Ce que je retiens surtout, c'est que nous avons les moyens de rendre **tous les Français** financièrement gagnants dans cette **réforme**. »

La traduction en tchèque

« To, co mám hlavně na mysli, je, že máme finanční prostředky pro vyrovnání **všech Francouzů**, kteří finančně vydělávají na této **reformě**. (tím chápeme, že Francouzi na této změně již vydělávat nebudou, teď začnou vydělávat politici).

4 CONCLUSION

Le but de ce mémoire était de traiter le concept « la langue de bois », la création d'un petit dictionnaire franco-tchèque avec des expressions typique pour ce langage, la recherche des mots les plus utilisés en langue de bois, l'analyse et la traduction de discours politiques et économiques et finalement l'explication en langue courante en tchèque. Après avoir examiné ce sujet, on est arrivé aux plusieurs conclusions.

Dans la partie théorique, nous avons présenté la théorie de langue de bois, onze chapitres (y compris le dictionnaire de ses exemples), l'histoire et le présent. Nous avons relevé qu'il était possible de rencontrer la langue de bois dans n'importe quel type de discours.

Ensuite, nous avons appris qu'il s'agissait de langue par laquelle les hommes politiques parlent principalement, langue dont le contenu ne porte rien à la connaissance, elle est sans idée. Ses utilisateurs forment des phrases de beaucoup de mots creux. Leurs discours donnent l'impression très savante et ils savent captiver l'attention du grand public. Ce langage s'apparaît souvent dans des discours des Présidents, des ministres et des autres hommes politiques. Nous le pouvons rencontrer dans une grande mesure aussi en sphère économique. Généralement, elle peut se produire n'importe où : dans un magasin, sur le lieu de travail, dans des petites annonces, etc.

Dans la partie pratique, nous avons analysé neuf discours au total où nous avons découvert un grand nombre d'exemples de cette langue. Nous les avons traduits en tchèque et ensuite transformés en langue « interdite » leur partie importante. Nous avons trouvé des mots les plus fréquents : la réforme, la responsabilité, vrai, l'action, la mission, nécessaire. Puis, nous avons constaté que les textes politiques et économiques contenaient beaucoup de phrases en ce langage. Après les avoir traduit, nous avons éclairci leur sens authentique, c'est-à-dire le sens en langue courante. Et il en a résulté que les locuteurs de la langue

de bois utilisaient la langue politiquement correcte pour avoir persuadé des peuples de n'importe quoi. En majorité de cas, ils ont triché leurs auditeurs par l'utilisation de phrases savantes où l'idée profonde manquait. Dans leurs discours, ils ont utilisé beaucoup d'adjectifs lesquels soulignaient des expressions clé et lesquels leur aidaient à retenir l'attention de certain public.

Comme il a été déjà mentionné dans la partie théorique au-dessus, nous n'aurions pas cru rien de concret d'hommes politiques parce qu'ils sont très finauds. Même le livre de J. F. Copé dont le titre dit « J'arrête, langue de bois » est mensonger. Mais ils ne sont pas seuls qui ne disent pas la vérité. Et pour cette raison, nous avons recommandé de lire ce mémoire et d'essayer comprendre la langue de bois à tous qui ont été trompés par un ou plus locuteurs de ce langage. Malheureusement, il n'était pas simple de le comprendre et apprendre mais c'était possible avec un peu d'effort et c'était un but originel du mémoire.

5 BIBLIOGRAPHIE

5.1 Les monographies

BROWNE, Anthony. *Úprk rozumu : Politická korektnost a smrt veřejné rozpravy v moderní Británii*. Praha : Dokořán, 2009, 151 p. ISBN 978-80-7363-240-3.

COPÉ, Jean-François. *Promis, j'arrête la langue de bois*. Paris : Hachette Littératures, 2006, 261 p. ISBN 978-2-012-35943-7.

DELPORTE, Christian. *Une histoire de la langue de bois*. Barcelone : Flammarion, 2009, 382 p. ISBN 978-2-0812-4955-4.

DUBSKÝ, Josef, VLASÁK, Václav, DUBSKÝ, Ota. *Francouzsko-český a česko-francouzský obchodní slovník: část francouzsko-česká*. Praha : Státní pedagogické nakladatelství, 1998, 246 p. ISBN 80-04-26114-0.

GUILLERON, Gilles. *Langue de bois : Décryptage irrévérencieux du politiquement correct et des dessous de la langue*. Paris : Éditions First, 2010, 223 p. ISBN 978-2-7540-1604-9.

HOROVÁ, Helena. *La langue de bois comme une réalité socio-culturelle empechant la compréhension orale et écrite en FOG/FOS/FOU*. 2010, 5 p.

CHOSSON, Martine. *Parlez-vous la langue de bois? : Petit traité de manipulation à l'usage des innocents*. Paris : Éditions Points, 2007, 231 p. ISBN 978-2-7578-0382-0.

LINGEA s.r.o. (autorský kolektiv). *Lingea velký slovník : francouzsko-český a česko-francouzský*. Brno : Lingea, 2007, 1375 p. ISBN 978-80-87062-05-0.

VOLKOFF, Vladimir. *Manuel du politiquement correct*. Monaco : Éditions du Rocher, 2001, 176 p. ISBN 2 268 0393 23.

5.2 Les sources d'Internet

Fabrice Retailleau. *Langue de bois* [en ligne]. Publié le 14 juillet 2006 [consulté le 8 janvier 2012]. Disponible sur : <<http://langue-de-bois.blogspot.com/2006/07/la-langue-de-bois.html>>.

Fabrice Retailleau. *Langue de bois* [en ligne]. Publié le 21 avril 2008 [consulté le 8 janvier 2012]. Disponible sur : <<http://langue-de-bois.blogspot.com/2008/04/partie-de-bingo-blabla-chez-ibm.html>>.

La Toupie [en ligne]. [consulté le 6 janvier 2012]. Disponible sur : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Langue_de_bois.htm>.

Présidentielle 2010 : L'élection du Président de la République française [en ligne]. [consulté le 20 janvier 2012]. Disponible sur : <<http://www.presidentielle-2007.net/generateur-de-langue-de-bois.php>>.

6 RÉSUMÉ

6.1 Le résumé en tchèque

Tato práce zpracovává problematiku politicky korektního jazyka. Teoretická část se zabývá jeho teorií, včetně rozdělení do jedenácti kapitol, u kterých je uveden ukázkový slovník s politicky korektními výrazy.

Praktickou částí je analýza politických a ekonomických textů, v nichž jsme vyhledali nejčastější výrazy používané v politicky korektním jazyce, do češtiny přeložili klíčové části textů a následně je vysvětlili v běžném jazyce.

6.2 Le résumé en français

Ce mémoire traite la problématique de la langue de bois. La partie théorique s'occupe de sa théorie, y compris la classification aux onze catégories ou le dictionnaire avec des exemples d'expressions en langue de bois.

La partie pratique est une analyse de textes politiques et économiques dans lesquels nous avons trouvé les expressions les plus utilisées en langue de bois, nous avons traduit en tchèque des parties clé de textes et ensuite nous avons les expliqué en langue courante.

7 LES ANNEXES

7.1 Les textes politiques

7.1.1 Le texte n°1

Pour 2012, des vœux résolument politiques

LEMONDE.FR | 31.12.11 | 17h09 • Mis à jour le 31.12.11 | 19h29

L'exercice des vœux de bonne année relève du passage obligé pour les politiques. Si le président Nicolas Sarkozy présentera les siens à l'Elysée, ses futurs adversaires pour la présidentielle 2012 ont pris de l'avance. Tour d'horizon de ces démonstrations de communication bien maîtrisées.

FRANÇOIS HOLLANDE : "LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT"

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle a opté cette année pour le téléphone. François Hollande a adressé samedi 31 décembre un message de vœux à quelque 250 000 électeurs de la primaire socialiste qui avaient laissé leur numéro de téléphone. Dans son message, il affirme *"avoir encore besoin"* d'eux en 2012, parce que *"le changement c'est maintenant"*.

Le candidat a ensuite publié un message vidéo sur son site Internet. *"L'année 2012, si vous me donnez votre confiance, sera celle de la réforme fiscale, de la justice sociale – sur les retraites, la santé – de la justice entre les territoires. La justice, l'égalité sont les conditions pour que l'effort soit consenti"* y explique le socialiste, sur un fond très "rose socialiste". *"Nos enfants doivent vivre mieux que nous"* surenchérit le candidat, qui a fait de la jeunesse un de ses thèmes phares de campagne.

EVA JOLY : "COURAGE, JUSTICE ET FRATERNITÉ"

Tout de rouge vêtue, la candidate écologiste, ancienne magistrate, veut mettre la justice *"mettre la justice au cœur de notre vie publique"*, car *"dans la réalité, l'égalité et la justice sont délaissées. C'est par [la justice] que chacun aura accès à un emploi et à un toit."*

"La France que j'aime est la France que j'ai choisi il y a cinquante ans" ajoute la candidate, balayant ainsi les attaques sur ses origines norvégiennes. *"Vive l'Europe, vive la République, et vive la France"* conclut celle qui appelle les Français à *"voter juste."*

JEAN-LUC MÉLENCHON : "2012, L'ANNÉE DU CHAMBOUL'TOUT"

Résolument placé sous le signe de la modernité et de l'humain, les vœux du candidat du Front de Gauche commencent avec une plongée dans une tablette numérique. On y voit alors défiler des militants qui formulent leurs souhaits pour cette nouvelle année.

Jean-Luc Mélenchon, face caméra, commente ensuite ces portraits : *"Alors vous avez entendu, le bonheur c'est pas très compliqué mais en politique c'est une idée nouvelle."* Main sur le cœur, il appelle les citoyens à *"reprendre le pouvoir, contre la résignation"*, *"face aux riches et aux puissants"*. *"2012, c'est l'année du chamboul'tout, c'est votre tour"* conclut le candidat du Front de Gauche.

FRANÇOIS BAYROU : "ON VA S'EN SORTIR"

Le président du MoDem joue la carte de *"la vérité"* comme stratégie de communication : *"A dire vrai, j'avais prévu des vœux traditionnels, commençant par un bilan de l'année écoulée, et poursuivant par des perspectives pour l'année prochaine"*. Mais face à une *"réalité très désastreuse"*, François Bayrou a plutôt décidé de *"zapper cette première partie trop sombre trop noire"*, et opte pour *"des vœux lucides et réalistes"*.

Des vœux en forme de prétérition qui lui permettent de marteler son message : *"On va s'en sortir"*. *"Les citoyens ne sont pas des gogos"*, insiste François Bayrou, qui réclame une honnêteté et une transparence vis-à-vis des citoyens. Deux mesures doivent permettre de relancer le pays : *"produire en France"*, et *"retrouver la meilleure éducation du monde"*. *"Un pays uni, rien ne lui résiste"* affirme le président du Modem, qui promet *"une meilleure année"*.

HERVÉ MORIN : "RETROUVER L'ESPRIT DU COLLECTIF"

L'année dernière, il présentait ses vœux depuis sa cuisine. Pour 2012, Hervé Morin reçoit encore à domicile, mais dans son salon cette fois. A ses côtés, sept Français venus pour interroger le candidat du Nouveau Centre. Parmi eux, un conchyliculteur, une hôtesse de caisse, une étudiante ou encore un chef d'entreprise.

Hervé Morin prend ensuite la parole pour formuler ses vœux, dans une période *"où demain est peut-être encore plus difficile qu'aujourd'hui."* Selon lui, *"il suffit de retrouver l'esprit du collectif"* et le respect *"des principes républicains"* pour retrouver la grandeur de la France. Une étape qui passe par le renforcement de la *"production française"*, de l'éducation, et de la solidarité.

DOMINIQUE DE VILLEPIN : "LA RÉPUBLIQUE DES PARTIS, CE N'EST PAS LA FRANCE"

Entouré de militants, l'ancien premier ministre présente ses vœux avec *"une pensée particulière à tous ceux qui sont seuls ou dans la peine"*. Partant du constat que *"nous entrons à nouveau dans une récession"*, Dominique de Villepin a choisi un discours résolument offensif et politique. *"Nous sommes dans un moment décisif (...) vous avez les moyens d'agir, de changer les choses, alors faites le bilan"* s'exclame ainsi le candidat à la présidentielle.

Réaffirmant ses valeurs républicaines, il présente sa vision du poste de président, en affirmant que *"nous n'avons pas besoin d'un président de droite, de gauche ou centre, mais nous avons besoin d'un président de tous les Français, d'un président-arbitre"*. Un discours qui répond à une exigence : *"la République des partis, ce n'est pas la France"*.

MARINE LE PEN : "LE DÉBUT DU REDRESSEMENT DE LA FRANCE"

"Là où je suis en France, des circonstances un peu particulières m'obligent à m'adresser à vous sans image" explique la présidente du Front national, dont le message de vœux fait tomber de la neige scintillante sur son portrait fixe. Si la technique n'est pas au point, le discours est lui bien rôdé. *"Je ne fais pas beaucoup de promesses, mais je tiens un langage de vérité"*, affirme la présidente du FN.

Pour commencer son discours, Marine Le Pen salue tout particulièrement ceux qui sont *"malades, seuls"*, ou encore *"les soldats qui ont payé un lourd tribut cette année"*. Elle s'en prend ensuite aux *"affabulateurs"* qui ont fait de la France *"une terre dévastée par les ravages d'une mondialisation qu'on ne veut pas contrôler"*. Elle s'adresse directement à *"cette France des oubliés, des invisibles"*, celle qu'elle *"porte au plus profond de mon cœur"*. *"2012 peut être le début du redressement de la France"* affirme Marine Le Pen, avant de citer l'écrivain français Georges Bernanos *"l'espérance est un risque à courir"*.

Source : Le Monde [en ligne], [consulté le 15 janvier 2012]. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2011/12/31/pour-2012-des-v-ux-resolument-politiques_1624582_1471069.html.

7.1.2 Le texte n°2

MEETING POLITIQUE - Jean-François Copé face aux militants londoniens

ÉCRIT PAR SIMON GLEIZE

Jean-François Copé était à Londres vendredi 30 septembre pour rencontrer les militants UMP de la capitale britannique. Dans la salle de conférence du Millenium Gloucester Hotel, il a abordé la question de la campagne pour les élections législatives qui concernent les Français de l'étranger, la situation politique en France, puis a répondu aux questions des militants

(Crédits: Simon Gleize)

Accueilli par Emmanuelle Savarit, candidate UMP pour la troisième circonscription des Français résidant à l'étranger, Jean-François Copé a tout d'abord tenu à assurer aux militants de Londres qu'ils avaient leur rôle à jouer : *"Je vais avoir besoin de chacune et chacun d'entre vous. Nous sommes en France bourrés de qualités, mais nous avons un tout petit défaut. Nous sommes incapables de regarder ce qui se passe à l'extérieur. Nous mourons de ce débat franco-français. Je vous le dis, il faut absolument faire remonter le maximum d'idées sur toutes les problématiques qui concernent les Français qui vivent à l'étranger"*.

Jean-François Copé a ensuite évoqué la situation politique en France. Le secrétaire général de l'UMP est bien sûr revenu sur la défaite de la droite aux sénatoriales. Il a reconnu que cette situation entraînait forcément des *"interrogations, des inquiétudes, des états d'âme"* mais s'est voulu rassurant : *"C'est dans ces moments là qu'on mesure la solidité de la colonne vertébrale. Il faut assumer les défaites sans se complaire. Mais il ne faut pas non plus s'auto-flageller pendant six mois"*. Le maire de Meaux a tenu à rappeler l'objectif prioritaire : *"Le vrai combat, la vraie rencontre avec les Français, c'est l'élection présidentielle et les législatives en suivant"*. Il a ensuite demandé à ses militants de ne pas s'affoler, d'être *"matures"* et *"solides"* car ce n'est que *"le tout début de la campagne"*, avant de s'attaquer aux primaires socialistes. Présentant le débat entre les candidats de gauche comme *"totalement effarant"*, le député maire a reproché aux socialistes d'être *"tombés sur la tête"* avant de prévenir du danger des propositions du Front National. Il a conclu son discours en lançant un message clair à son auditoire : *"J'ai besoin que les uns comme les autres, vous fassiez campagne activement pour le*

Président, pour Emmanuelle Savarit aux législatives. Et sur ce point, je vous demande vraiment de faire union sacrée. Il y a toujours de bonnes raisons de ne pas se soutenir et en réalité il n'y en a aucune face au danger absolu que constitue une victoire de la gauche".

(Crédits: Simon Gleize)

Les questions du public ont ensuite porté sur la réduction de la dette. Jean-François Copé a assuré qu'il fallait à tout prix réduire la dépense publique en s'attaquant à *"trois postes : l'État, les collectivités locales et la sécurité sociale"*. Il a donc dénoncé les 35 heures et vanté la proposition de TVA anti-délocalisation tout comme la réorganisation du travail hospitalier. Répondant à une question sur la tentation pour des militants UMP d'aller voter à la primaire socialiste, le député maire a assuré qu'il voulait *"gagner à la loyale"* avant de dénoncer le *"consensus médiatique"* autour de ces primaires et les attaques des socialistes *"bafouant la présomption d'innocence, le secret de l'instruction sans que personne ne dise rien"*. Concernant la nécessité de motiver les Français de l'étranger à voter, le secrétaire général du parti présidentiel a rappelé que *"chaque Français est important"* et qu'il fallait que chacun se souvienne de *"ce qu'il doit à la France"*. Il a ensuite incité les militants à insister sur le bilan du Président et les réformes qu'il avait portées : les universités, les retraites, la fusion des départements et des régions, les hôpitaux, la politique industrielle... Enfin, il a assuré que Nicolas Sarkozy était le seul capable de gérer cette période de crise : *"Je ne vois personne d'autre pour avoir la crédibilité nationale et internationale pour porter les décisions nécessaires"* et surtout pas François Hollande : *"J'ai compris, il est à la mode, c'est le moment, il est merveilleux, il a maigri"...* *"Voter pour notre candidat plutôt que pour le candidat socialiste c'est d'abord voter pour quelqu'un qui va être apte à gérer les crises majeures que l'on connaît. On ne peut pas mettre n'importe qui à la tête du pays"*. La campagne est lancée.

SIMON GLEIZE (www.lepetitjournal.com/londres) LUNDI 3 OCTOBRE 2011

Source : Le petit journal : Le media des Français et francophones à l'étranger [en ligne]. [consulté le 10 février 2012]. Disponible sur : <http://www.lepetitjournal.com/londres/a-la-une-londres/86471-meeting-politique-jean-francois-cope-face-aux-militants-londoniens.html>.

7.1.3 Le texte n°3

Les discours de Jacques Chirac

Le Monde.fr | 15.05.07 | 17h55 • Mis à jour le 15.05.07 | 18h35

Hôtel de Ville - Paris, le 7 mai 1995.

Mes chers compatriotes, à l'heure où je parle, les résultats connus montrent que vous avez décidé de me confier la plus haute charge de l'Etat. J'exprime ma profonde gratitude à toutes celles et à tous ceux qui m'ont accordé leur confiance, et je salue tous les autres avec respect.

Mes chers compatriotes, je serai le président de tous les Français. Je mesure la gravité des responsabilités qui vont être les miennes. Je mesure la difficulté de la tâche qui nous attend. Comme vous, je veux un Etat vigoureux, impartial, exigeant pour lui-même et soucieux de la bonne utilisation des deniers publics, un Etat qui n'isole pas ceux qui gouvernent du peuple qui les a choisis. Notre bataille principale a un nom : la lutte contre le chômage. Les remèdes classiques ont fait long feu. Il faut une nouvelle approche, de nouvelles méthodes. Il faut, avant de prendre toute décision, se poser la question : est-ce que c'est bon pour l'emploi ?

Toutes les initiatives seront soutenues. Toutes les énergies seront mobilisées. Toutes les réussites seront encouragées. Il en sera de même pour la lutte contre l'exclusion. Lorsque nous aurons fait reculer ces fléaux, alors la France redeviendra elle-même, terre de liberté, de fraternité, d'égalité des chances, terre de solidarité. De nouveau, naîtra dans notre pays l'espoir de l'ascension sociale, de nouveau le progrès sera attendu et l'avenir désiré. De nouveau, la patrie des droits de l'homme rayonnera dans le monde, de nouveau la France sera le moteur de l'Union européenne, gage de paix et de prospérité pour notre continent.

Ce soir, je pense à mes parents. Je pense aux patriotes simples et droits dont nous sommes tous issus. J'aurai accompli mon devoir si je suis digne de leur mémoire. Soyons unis, mes chers compatriotes, soyons tolérants et fraternels. Mais soyons aussi inventifs, audacieux, conquérants. Alors la France redeviendra un phare pour tous les peuples du monde et c'est sa vocation.

Vive la République. Vive la France.

(Source : Site Internet de l'Elysée)

Source : Le Monde [en ligne]. [consulté le 10 janvier 2012]. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/politique/article_interactif/2007/05/15/les-discours-de-jacques-chirac_910136_823448.html.

7.1.4 Le texte n°4

Voeux de M. le Président de la République

Vendredi 31 décembre 2010

Mes chers compatriotes,

L'année 2010 s'achève. Je sais qu'elle fut rude pour beaucoup d'entre vous. La crise économique et financière, commencée il y a 3 ans, a continué à faire sentir ses effets et nombreux furent ceux qui ont perdu leur emploi ce qui n'a fait qu'exacerber le sentiment d'injustice ressenti par des salariés qui n'étaient en rien responsables de la crise.

Pourtant grâce au travail des Français, à leur courage, à leur capacité d'adaptation, à la force de notre économie, aux avantages de notre modèle social, la récession fut moins sévère et d'une durée plus courte que ce que connurent nombre de nos partenaires.

Et l'année 2011 s'annonce comme porteuse d'espérance. La croissance revient. Les grandes réformes engagées commencent à porter leurs fruits. Nos universités enfin autonomes s'ouvrent et se modernisent comme jamais elles ne l'ont fait dans le passé. Nos chercheurs se sont vus dotés de moyens financiers considérables grâce au grand emprunt. Nos entreprises utilisent à plein le crédit d'impôt recherche pour innover. Plus de 5 millions de salariés ont effectué des heures supplémentaires entièrement défiscalisées, tant pour eux-mêmes que pour les entreprises qui les ont employés, ce qui a permis de soutenir le pouvoir d'achat malgré la crise. Notre système de retraite a été mis à l'abri de la faillite inéluctable qui le guettait si nous n'avions rien fait. Ce sont les pensions de nos aînés qui ont été sauvées et pour la première fois, la France a pu affronter une réforme capitale sans violence et sans blocage grâce au service minimum qui a bien fonctionné et à l'esprit de responsabilité des Français qui savaient bien que ce rendez-vous pour douloureux qu'il fut était inéluctable. Je veux rendre hommage à leur maturité et à leur intelligence collective.

L'Europe dans la tempête a su faire face certes pas assez complètement et souvent pas assez rapidement mais l'Europe a tenu et l'Europe nous a protégés.

Ne croyez pas, mes chers compatriotes ceux qui proposent que nous sortions de l'euro. L'isolement de la France serait une folie. La fin de l'euro serait la fin de l'Europe. Je m'opposerai de toutes mes forces à ce retour en arrière qui ferait fi de 60 ans de construction européenne qui ont apporté la paix et la fraternité sur notre continent. Je le dis avec d'autant plus de fermeté que j'ai toujours milité pour la préférence communautaire, et que je me suis toujours battu pour la protection de notre industrie, la réciprocité et la fin de la naïveté dans les discussions commerciales avec nos principaux partenaires. L'Europe est essentielle à notre avenir, à notre identité et à nos valeurs.

Ma conviction la plus intime pour 2011 est qu'il nous faut continuer inlassablement à renforcer nos atouts et à effacer nos points faibles en étant plus compétitifs, en formant mieux nos jeunes, en travaillant mieux, en réduisant nos dépenses publiques et nos déficits sous peine de voir notre indépendance gravement menacée. Regardons ce qui s'est passé en Europe. Les pays qui ont voulu vivre au-dessus de leurs moyens sans

penser aux lendemains ont été lourdement sanctionnés. Mon premier devoir est de protéger la France de cette perspective. La France tiendra donc ses engagements en équilibrant ses comptes. Je ne transigerai pas sur cet objectif.

Je sais que 2012 sera un rendez-vous électoral de grande importance. Mais nous sommes en 2011, nous ne pouvons nous payer le luxe d'une année d'immobilisme pré-électoral alors que le monde avance à une vitesse stupéfiante. 2011 doit donc être une année utile pour les Français. La difficulté ne compte pas lorsque sont en jeu l'intérêt de la nation et le bien commun des Français.

Mon devoir est de privilégier en toutes circonstances l'intérêt général. Jusqu'à la dernière minute de mon mandat je n'aurai d'autre règle que celle-là. Nous allons donc continuer à réformer parce que c'est la seule façon de préserver notre modèle et notre identité, c'est la seule façon de protéger la France et les Français. Les protéger de la dépendance car chacun a le droit à sa dignité face aux souffrances du grand âge. Les protéger des délocalisations en harmonisant notre fiscalité avec nos voisins Allemands. Les protéger de la violence chaque jour plus brutale de la part de délinquants multi-réitérant en ouvrant nos tribunaux correctionnels aux jurés populaires. Ainsi c'est le peuple qui pourra donner son avis sur la sévérité de la réponse à apporter à des comportements qui provoquent l'exaspération du pays.

Avec le Premier Ministre François FILLON qui a toute ma confiance, avec le gouvernement, nous devons travailler sans relâche toute cette année au service d'une prospérité française retrouvée qui nous permettra de créer les emplois dont nous avons besoin. Je ferai mon devoir en écoutant, en dialoguant, mais lorsque le moment sera venu, en prenant les décisions qui s'imposent dans un esprit de vérité et de justice.

Je le ferai en respectant scrupuleusement nos principes républicains les plus chers. La laïcité et le refus du communautarisme. La loi portant interdiction de la burqa sera appliquée dans l'esprit comme dans la lettre. Le rappel à chacun qu'il ne peut exister de droit sans la contrepartie de devoirs. Ainsi l'école est obligatoire. L'absentéisme est inacceptable car il condamne à l'échec ceux qui s'y abandonnent. Le respect de la loi est intangible et on ne la bafoue pas. De même que le respect dû à la France par ceux que nous accueillons est une exigence. L'égalité des chances et la justice qui ne sont ni l'égalitarisme ni l'assistanat et qui doivent nous conduire à considérer la revalorisation du travail comme une priorité absolument intangible. La liberté enfin qui doit aller de pair avec le respect que chacun doit aux autres.

Tout au long de l'année, mes chers compatriotes, la France portera la lourde responsabilité de la double présidence du G 20 et du G 8. Elle défendra l'idée d'un monde plus régulé, moins brutal où l'interdépendance oblige chacun à davantage écouter l'autre. Elle défendra la France vigoureusement ses intérêts sans jamais renoncer à ses valeurs, quant au multilatéralisme, au respect des droits de l'Homme, au combat pour le développement et à l'impératif de la protection de notre planète.

Mes chers compatriotes, je veux vous adresser mes vœux, mes vœux de bonheur les plus sincères et les plus chaleureux pour cette année 2011.

J'ai une pensée particulière pour ceux qui sont dans la peine et le désarroi, spécialement nos otages pour qui nous continuerons à mobiliser toutes nos forces jusqu'au jour de

leur libération, et pour nos soldats qui passent cette fin d'année loin de leur famille en risquant leur vie pour défendre nos valeurs et notre liberté.

Mes chers concitoyens,
Vive la République !
Et Vive la France !

Source : Elysée [en ligne]. [consulté le 15 janvier 2012]. Disponible sur : <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2010/voeux-de-m-le-president-de-la-republique.10313.html>.

7.1.5 Le texte n°5

Déclaration de M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé, sur les grandes lignes de la réforme de la politique du médicament, Paris le 23 juin 2011.

Personnalité, fonction : BERTRAND Xavier.

FRANCE. Ministre du travail, de l'emploi et de la santé

Circonstances : Conférence de presse sur la réforme du médicament à Paris le 23 juin 2011

Mesdames, Messieurs,

Le 15 janvier dernier, nous vous exposons avec Nora Berra les enseignements que nous tirons du rapport de l'IGAS à la suite du drame du Mediator. Ce rapport a établi clairement qu'il y a eu des défaillances graves dans le fonctionnement de notre système du médicament.

J'ai dit que notre responsabilité, mon devoir, était de rebâtir un nouveau système du médicament, un nouveau système de sécurité sanitaire, avec un objectif : qu'il n'y ait pas demain de nouveau « Mediator ». C'est la condition de la confiance dans nos médicaments.

Ce n'est pas un sujet partisan, c'est une volonté qui doit être partagée par l'ensemble des acteurs. Voilà pourquoi j'ai souhaité avoir les contributions du plus grand nombre.

J'ai donc lancé une grande concertation, les assises du médicament : nous avons décidé de réunir les parlementaires et l'ensemble des acteurs du domaine des produits de santé, les prescripteurs et les dispensateurs, les utilisateurs, les régulateurs, les fournisseurs, les chercheurs et bien sûr les lanceurs d'alerte.

Plus de 300 personnes ont participé à ces Assises et il y a eu près de 50 réunions au total. La restitution publique de chaque groupe de travail s'est tenue le 31 mai dernier et Edouard Couty, rapporteur général des Assises, vient de nous exposer leurs propositions.

Je tiens à le remercier ainsi que les présidents, vice-présidents et rapporteurs des six groupes de travail.

Un point extrêmement important que je tiens à souligner : les Assises se sont déroulées dans une totale transparence, gage indispensable pour retrouver la confiance : tous les débats ont été enregistrés et sont disponibles sur le site du ministère, tout comme les contributions et comptes-rendus des différents groupes.

Nous disposons aussi, depuis ce mardi, du deuxième rapport de l'IGAS sur la pharmacovigilance et la gouvernance de la chaîne du médicament

en France. Les professeurs Debré et Even nous avaient déjà fait connaître leurs propositions dès le mois de mars.

Hier a été publié le rapport de la mission parlementaire de l'Assemblée nationale sur le Médiateur et la pharmacovigilance, présidée par Gérard Bapt, avec Jean-Pierre Door pour rapporteur, et je les salue. Nous attendons aussi le rapport de la mission commune du Sénat de François Autain et Marie-Thérèse Hermange d'ici la fin du mois de juin.

Je tiens à souligner l'ampleur du travail des présidents et rapporteurs de ces missions, ainsi que la démarche, qu'ils ont tous adoptée, de consultation très large de l'ensemble des parties prenantes.

Tous ces travaux, comme vous avez pu le voir à leur lecture, mettent en évidence un point commun et rejoignent ma conviction : notre police du médicament doit mieux assurer la sécurité des patients, le doute doit toujours bénéficier au patient.

J'ai voulu que nous prenions le temps de cette réflexion en profondeur, parce que la sécurité ne se construit pas dans la fébrilité. Pour autant, sans attendre, et comme je l'avais annoncé, nous avons pris les mesures qui pouvaient entrer en vigueur immédiatement.

Sur la question des conflits d'intérêt par exemple, Nora Berra et moi-même avons établi et demandé des déclarations d'intérêt à nos collaborateurs, avant même que la commission Sauvé ne remette son rapport au Président de la République, parce que j'estime que ce ministère est en première ligne pour porter cette exigence de transparence.

Nous avons aussi pris des mesures immédiates concernant les médicaments qui sont aujourd'hui commercialisés sur le marché français. Avec Nora Berra, nous avons demandé à l'Afssaps de dresser un bilan des médicaments qui font actuellement l'objet d'un suivi renforcé de pharmacovigilance, en déclenchant immédiatement des processus de réévaluation du bénéfice/risque.

Pour lancer une nouvelle dynamique, il fallait une nouvelle direction à l'Afssaps. Même si cela n'est pas prévu par les textes, j'ai souhaité que le nouveau directeur général, Dominique Maraninchi, soit auditionné par les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat avant sa nomination.

Concernant l'indemnisation des victimes du Médiateur, et même si ce n'est pas l'objet principal de cette conférence de presse, un dispositif spécifique est prévu. Claire Favre, présidente de la chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation, m'a rendu hier son rapport. Sans rentrer dans le détail, je veux qu'une chose soit claire : il n'est pas question que la solidarité nationale, et donc les contribuables, paient à la place du premier responsable, les laboratoires Servier.

Les mois écoulés ont été des mois utiles : avec ces mesures d'urgence, c'est déjà un état d'esprit qui a changé.

Ces premières mesures, et toutes les propositions des différents rapports, n'ont qu'un seul objectif : restaurer la confiance. Et pour restaurer la confiance, il faut des décisions prises en toute transparence, il faut que le doute bénéficie systématiquement au patient, et il faut que les patients et les professionnels de santé soient bien formés et bien informés.

1. Premier pilier de notre réforme, la lutte contre les conflits d'intérêt et la transparence des décisions.

Je l'ai dit, s'il n'y a pas une transparence totale, il n'y aura pas une confiance totale. Cela passe par deux voies : l'indépendance des experts et l'organisation d'une procédure d'expertise transparente et collégiale.

L'indépendance des experts, d'abord. La lutte contre les conflits d'intérêt est notre priorité. On a progressé ces dernières années, mais pas assez. Il faut aller plus loin. Tous les rapports s'accordent sur cet objectif et les propositions que je vais vous détailler s'en inspirent grandement.

Désormais, un formulaire unique de déclaration publique d'intérêts (DPI) devra être rempli par les acteurs intervenant dans le domaine de la santé, qu'il s'agisse des experts externes et internes ou des associations de patients.

S'agissant des fonctionnaires, ils seront soumis aux dispositions prévues dans le cadre du projet de loi relatif aux conflits d'intérêts. Chaque institution devra assumer ses responsabilités : elle disposera d'une cellule de déontologie pour gérer et contrôler les DPI des acteurs qu'elle sollicite.

L'ensemble des DPI pourra être consultée sur une base de données publique.

Les règles de transparence doivent être strictement appliquées. Quand, dans une réunion, un expert présent est concerné par un conflit d'intérêt, les décisions et les avis pris lors de cette réunion doivent être frappés de nullité. Il s'agit par là d'interdire à toute personne qui se trouve en conflit d'intérêt d'être présente et de participer à la réunion. Ainsi les choses seront claires et sans ambiguïté.

La transparence totale, c'est aussi que toutes les conventions et rétributions passées entre les laboratoires, les médecins, les experts, la presse spécialisée, les sociétés savantes et les associations de patients, soient désormais publiques, consultables. Toutes, sans exception.

Chaque industriel aura la responsabilité de publier sur son site internet, en annexe de ses comptes, l'intégralité de ces informations. C'est en quelque sorte la transposition du système américain du « Sunshine Act » : le « Sunshine Act » à la française, qui s'adresse à l'ensemble des acteurs du monde de la santé. C'est une des préconisations du rapport

de l'IGAS, mais aussi des Assises, comme Edouard Couty vous l'a présenté, ainsi que de la mission de l'Assemblée nationale.

Si les obligations de déclaration ne sont pas respectées, alors des sanctions seront appliquées, à commencer par l'impossibilité de siéger dans les commissions.

J'ai parlé de la lutte contre les conflits d'intérêt, j'en viens à la transparence des décisions.

Il faut renforcer la collégialité des travaux : les Assises, mais également le rapport de la mission Mediator de l'Assemblée nationale l'ont bien souligné.

Cela veut dire intégrer des personnes qualifiées comme les représentants d'associations de patients dans les commissions et rendre publics les débats. Cette publicité des débats, vous avez pu le constater, a déjà été mise en place à l'Afssaps par le nouveau directeur général, Dominique Maraninchi. Cette démarche doit être étendue.

Par ailleurs, comme je l'ai dit le 15 janvier, je pense qu'il faut réduire le nombre de membres au sein des commissions pour éviter une dilution des responsabilités : trop de membres, c'est moins de responsabilités.

Ils ne doivent pas non plus être là ad vitam aeternam. Leur renouvellement régulier est indispensable. Au-delà de quatre ou cinq années d'exercice, un renouvellement ne peut que profiter à intéressé et à l'institution concernée.

Afin de garantir la meilleure qualité des décisions, il est important de pouvoir renforcer les capacités d'expertise interne, notamment de l'Afssaps, en veillant également à la mobilité du personnel sur les postes à responsabilité : cela permet d'assurer une nécessaire vigilance sur les sujets à traiter.

La transparence des décisions, c'est aussi un système où chaque institution a sa place, avec des rôles et missions clairement définis, pour que le public s'y retrouve. C'est pourquoi il est indispensable que l'institution en charge de notre police du médicament soit clairement identifiée, et cela commence d'abord par son nom : l'Afssaps s'appellera désormais l'agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

Il fallait aussi un nouveau mode de financement de l'agence : il sera désormais directement assuré par les subventions de l'Etat, qui percevra les taxes et les redevances de l'industrie pharmaceutique.

2. Deuxième pilier de notre réforme, le doute doit bénéficier systématiquement au patient.

Cela vaut dès l'autorisation de mise sur le marché du médicament (AMM) et tout au long de sa vie.

Je l'ai dit, il ne faut pas que le médicament soit juste un peu mieux que rien, il faut un réel bénéfice pour le patient. C'est un combat que j'entends

mener au niveau européen : disposer, dès l'AMM, de données comparatives avec le médicament de référence s'il existe.

Toutes les personnes qui ont longuement réfléchi sur ce sujet, messieurs Bapt et Door, messieurs Debré et Even, et les participants des assises, s'accordent sur cette nécessité de promouvoir la réalisation d'essais cliniques contre comparateurs actifs, lorsqu'ils existent. Le critère de la valeur ajoutée thérapeutique doit être pris en compte dans la réflexion de l'octroi d'une AMM. Dès la semaine prochaine, je vais saisir le commissaire européen John Dalli sur ce sujet.

Nous n'attendons pas simplement d'avoir plus de médicaments, mais d'avoir des médicaments qui soignent mieux, ou au moins aussi bien que ce qui est disponible.

En attendant, au plan national, nous allons adopter dès à présent des règles plus exigeantes pour la prise en charge des traitements par la collectivité : pour être remboursé, le produit devra démontrer qu'il est au moins aussi bon que ce qui est déjà sur le marché et remboursable.

Enfin, pour les médicaments présentant un Service Médical Rendu Insuffisant (SMRI), de nouvelles règles sont applicables : à l'avenir, aucune prise en charge par la collectivité, donc pas de remboursement, sauf s'il y a un avis contraire du ministre, mais cet avis devra alors être motivé.

Les prescriptions hors AMM, bien qu'indispensables dans certains cas comme ceux des maladies orphelines, doivent rester des situations réellement exceptionnelles : elles doivent être encadrées et leurs risques associés maîtrisés.

Pour cela nous devons détecter l'usage « hors AMM » des médicaments pour identifier les pratiques à risque et en informer les professionnels de santé.

Le rôle des logiciels d'aide à la prescription, que je souhait désormais certifiés par la HAS, est capital pour aider les professionnels de santé à distinguer les indications relevant de l'AMM et celles hors AMM. Voilà pourquoi j'ai demandé que les médecins inscrivent sur l'ordonnance la mention « hors AMM ».

Je crois que ce travail d'identification et d'encadrement des prescriptions hors AMM est essentiel pour permettre une information éclairée des médecins.

Tout au long de sa vie, le médicament doit être suivi. Pour cela, il faut notamment favoriser et simplifier la notification des effets indésirables pour les professionnels de santé. Chaque notification donnera lieu à un retour systématique de la suite donnée au signalement. De plus, le professionnel de santé qui notifie doit pouvoir être protégé : la confidentialité des données sera respectée.

Les alertes ne pourront plus rester lettre morte : un dispositif de médiation sera mis en place au sein de chaque institution pour permettre un recours en cas de non traitement d'une demande ou d'un dossier.

En outre, il faut que sur chaque boîte de médicament soit inscrit le numéro vert d'appel et le site internet de l'Agence nationale de sécurité du médicament auxquels les patients peuvent s'adresser.

Les entreprises qui retirent un produit pour des raisons commerciales dans un pays devront le signaler à tous les autres pays.

La liste des médicaments sous surveillance particulière sera régulièrement mise à jour par l'Agence et publiée sur son site internet.

Je reconnais que la démarche initiale est perfectible : il faut une grille de lecture plus fonctionnelle, permettant aux professionnels de santé et au public de disposer d'une information juste et proportionnée. Il est également indispensable d'instaurer des échanges institutionnalisés entre l'ANSM et les professionnels de santé, médecins et pharmaciens, lorsqu'il y a des décisions importantes à prendre en matière de sécurité sanitaire.

Je souhaite en outre que chacun de ces médicaments porte un pictogramme identifiant sur la boîte.

Enfin, j'ai demandé à l'agence de procéder à une réévaluation du rapport bénéfice/risque des médicaments les plus anciens.

S'agissant de l'évaluation, il faut un effort tout particulier sur le développement de la pharmaco-épidémiologie, que ce soit en termes de compétences et de ressources allouées à l'ANSM que d'études à réaliser conjointement entre l'ANSM, la HAS, l'INVS et l'Assurance maladie.

Prenons l'exemple d'Actos : cet antidiabétique, comme vous le savez, vient d'être suspendu par l'ANSM. Cette décision de sécurité sanitaire a pu être prise grâce à la collaboration active entre la CNAM et l'ANSM, mais aussi grâce à cette collégialité et transparence des travaux qui permet de garantir une prise de décision rapide, efficace et proportionnée. Je veux le souligner, à la suite de la publication de l'étude CNAM et de la décision de l'ANSM, la FDA, (l'administration américaine de l'alimentation et des médicaments), dans les 48 heures, a ajouté une contre-indication dans la notice d'Actos et l'Allemagne a recommandé de ne pas initier de nouveaux traitements. Cette réactivité, je la veux pour chaque dossier.

Une commission mixte bénéfice-risque sera créée à l'ANSM pour traiter des sujets majeurs, avec parité des représentants de la pharmacovigilance et de l'AMM.

Je l'ai dit, le doute doit toujours bénéficier au patient. Si les délais des études demandées aux industriels ne sont pas respectés, alors des sanctions s'appliqueront. Elles pourront aller jusqu'à une suspension d'AMM.

Concernant la problématique spécifique des dispositifs médicaux, il me semble important d'accroître l'obligation d'évaluation des données cliniques et de pouvoir conditionner, à terme, la prise en charge de ces dispositifs médicaux à une évaluation positive de l'intérêt thérapeutique.

Il faut également encadrer la publicité sur les dispositifs médicaux.

Enfin, à l'instar de la pharmacovigilance, la vigilance sur les dispositifs médicaux, qu'on appelle la materiovigilance, doit être améliorée et mieux coordonnée.

3. Troisième axe de cette réforme, des patients mieux informés et des professionnels de santé mieux formés et mieux informés.

Une information publique, indépendante et de qualité, cela passe par la création d'un portail public du médicament, qui devra regrouper les informations à la fois de l'ANSM, de la HAS et de l'Assurance maladie.

Il faut que ce site puisse devenir la référence en matière d'information sur le médicament, aussi bien pour les professionnels de santé que pour le public. Evidemment, l'enjeu sera de rendre ce site visible, lisible et compréhensible.

Informé le public, c'est également réaliser des campagnes d'information sur la thématique du médicament, ses caractéristiques, ses risques et surtout son bon usage. Je pense que nous consommons trop de médicaments en France. Je le rappelle, le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre : c'est un bien précieux qui peut sauver des vies mais qui doit s'utiliser avec précaution et à bon escient.

Pour être bien informé, le professionnel de santé doit avant tout être bien formé, et cela tout au long de sa vie de praticien. Il faut donc renforcer la connaissance du médicament et de la pharmacovigilance dans les formations initiales, mais également au cours de la formation continue.

La transparence des liens d'intérêt, cela s'applique aussi aux enseignants.

Pour les étudiants, qui sont les prescripteurs de demain, il faut interdire tout financement par les laboratoires dans le cadre de leurs études.

Cette absence de liens directs, qui permettra d'éviter toute suspicion, nous devons aussi la retrouver dans le cadre de la formation continue. C'est pourquoi je souhaite que la formation continue des libéraux et des hospitaliers soit pour partie financée par un prélèvement provenant de l'industrie pharmaceutique.

Avec ce nouveau cadre, les professionnels de santé pourront disposer d'une information publique, indépendante et de qualité. Je vais aussi lancer une concertation pour revoir de fond en comble la visite médicale, parce que telle qu'elle existe aujourd'hui, cela ne peut pas fonctionner.

Pour le moment, ce que je propose, c'est d'interdire la visite médicale dans un cadre individuel. Elle doit s'inscrire dans un cadre collectif, à l'hôpital à titre expérimental, avant extension à la médecine de ville. Si l'on commence par l'hôpital, c'est parce que c'est bien souvent l'hôpital qui donne la tendance de la prescription, et c'est à l'hôpital que s'initient beaucoup de traitements qui sont ensuite poursuivis en ville.

Vous le voyez, c'est une réforme d'ampleur.

Il reste un point, et non des moindres, que je souhaite aborder maintenant : celui du pilotage de la politique du médicament. Même si l'expertise apportée par les agences sanitaires est indéniable, il n'en reste pas moins que c'est le politique qui est redevable devant les citoyens des décisions prises, d'autant plus quand il s'agit de la santé de 64 millions de Français.

Je souhaite en conséquence la création d'un comité stratégique de la politique des produits de santé et de la sécurité sanitaire : il se réunira chaque semaine en comité opérationnel avec un représentant du ministre, et en comité stratégique tous les trimestres sous la présidence du ministre lui-même. Toutes les agences et les directions d'administration centrale concernées seront parties prenantes.

Un mot enfin de notre calendrier.

A partir des grands axes que je viens de vous présenter, et qui sont issus de toutes les contributions qui nous ont été remises, nous présenterons, avec Nora Berra, notre projet de loi en conseil des ministres avant la trêve estivale. Les textes correspondants vont être préparés avec toutes les parties prenantes pour, comme l'a souhaité le Président de la République, soumettre ce projet de loi au Parlement à l'automne.

Je voudrais préciser une dernière chose. Certains voient en moi un ministre qui en veut à l'industrie pharmaceutique. Je fais bien la part des choses : je sais les progrès thérapeutiques considérables de ces dernières années, je n'oublie pas non plus le rôle que joue l'industrie pharmaceutique pour développer la croissance, l'emploi et l'attractivité de notre pays.

Et en même temps, aujourd'hui, nous devons redonner confiance aux Français dans notre système du médicament. Chacun doit prendre ses responsabilités, voilà pourquoi la contribution des entreprises du médicament est indispensable pour apporter des réponses qui permettent de concilier l'accès au progrès thérapeutique et la sécurité des patients.

Je suis le ministre des patients, je suis aussi le ministre des professionnels de santé, de tous les professionnels de santé. Avec cette réforme, nous mettons à leur disposition des outils pour leur permettre de mieux accomplir leur mission : soigner et sauver des vies.

Je l'ai dit, j'ai voulu une réforme en profondeur, qui ait du sens, dans un seul et unique objectif, protéger le patient : la santé de chacun est l'affaire de tous.

Je vous remercie.

Source: <http://www.sante.gouv.fr>, le 24 juin 2011

Source: Ministère en charge de la santé [en ligne]. [consulté le 1 mars 2012]. Disponible sur: <http://www.sante.gouv.fr>.

7.2 Les textes économiques

7.2.1 Le texte n°1

Déclaration de la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, sur le Sommet de Cannes du G-20

Communiqué de presse n° 11/395
Le 4 novembre 2011

Madame Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a fait aujourd'hui la déclaration ci-après à l'issue du Sommet des dirigeants du G-20 à Cannes (France) :

«Je salue le *Plan d'action de Cannes pour la croissance et l'emploi* ainsi que les autres mesures annoncées lors du Sommet, notamment celles qui se traduiront par un soutien au FMI pour aider les pays membres et promouvoir une économie mondiale plus soutenable. Les dirigeants du G-20 savent que nous sommes tous confrontés à des défis redoutables maintenant que l'économie mondiale est entrée dans une phase plus incertaine. Il reste encore du travail à accomplir, mais les deux journées de discussions actives que nous venons de passer à Cannes ont montré que nous pouvons trouver un terrain d'entente pour le bien général.

«Les dirigeants du G-20 ont réaffirmé qu'il importait de mettre en œuvre sans tarder les mesures annoncées par la zone euro le 26 octobre en vue de mettre en place un cadre global pour résoudre la crise que traverse la région. Les dirigeants de la zone euro membres du G-20 ont une nouvelle fois exprimé leur détermination de le faire. Dans ce contexte, je salue la décision de l'Italie d'inviter le FMI à intensifier son travail de surveillance et de suivi, pour soutenir les mesures importantes en cours d'adoption par le gouvernement en matière d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles.

En outre, je juge encourageant le soutien exprimé par les dirigeants en faveur d'un renforcement du rôle du FMI dans trois domaines :

«Premièrement, je salue l'engagement du G-20 de faire en sorte que FMI continue de disposer de ressources suffisantes pour jouer son rôle systémique, dans l'intérêt de tous les pays membres.

«Deuxièmement, dans le prolongement des mesures déjà prises pour renforcer la panoplie d'instruments de prêt dont dispose le FMI afin d'aider les pays membres à affronter les crises, je travaillerai sans tarder avec le Conseil d'administration du FMI en vue de l'adoption d'une nouvelle ligne de précaution et de liquidité (LPL), qui permettra d'apporter des liquidités à court terme dans des proportions plus élevées et avec davantage de souplesse aux pays dont les politiques et les paramètres économiques sont foncièrement solides, mais qui subissent des chocs systémiques.

«Troisièmement, le G-20 a souligné qu'il importait de renforcer davantage la surveillance que le FMI exerce. Dans ce contexte, le FMI formulera des propositions en vue d'une nouvelle décision intégrée sur la surveillance au début de l'année prochaine, en vue d'assurer une plus grande adhésion des parties concernées et d'en accroître le pouvoir de persuasion et l'efficacité.

«Le G-20 a pris aussi des mesures importantes en vue de stabiliser et de renforcer le système monétaire international. Il s'agit notamment d'un accord sur des conclusions cohérentes pour la gestion des flux de capitaux, ainsi que de mesures visant à élargir le panier du droit de tirage spécial (DTS), dans l'optique de la poursuite de la diversification du système monétaire mondial.

«L'accord conclu par les dirigeants du G-20 pour continuer de renforcer la réglementation financière est aussi très important. Il faut disposer d'un secteur financier plus sain et plus sûr afin de fournir le crédit nécessaire pour financer la reprise et répondre aux besoins de l'économie réelle, notamment la création d'emplois.

«Enfin, je tiens à souligner de nouveau l'esprit de coopération multilatérale qu'exprime le *Plan d'action de Cannes pour la croissance et l'emploi*; il est maintenant impératif de le mettre en application. Le chômage élevé et les filets adéquats de protection sociale sont des questions urgentes. Le FMI est déterminé à approfondir dans les meilleurs délais ses travaux sur l'interaction entre la politique macroéconomique et les questions sociales, et notamment à renforcer sa collaboration avec l'OIT.

«Les enjeux sont considérables. L'analyse du FMI à l'appui du processus d'évaluation mutuelle du G-20 montre qu'une action collective appropriée pourrait rehausser le PIB mondial de 1½ % d'ici 2016 et créer de 20 à 40 millions d'emplois.»

Fonds monétaire international [en ligne]. [consulté le 10 février 2012].

Disponible sur :

<http://www.imf.org/external/french/np/sec/pr/2011/pr11395f.htm>.

7.2.2 Le texte n°2

Déclaration de M. Jean Leonetti, ministre des affaires européennes, sur les propositions législatives présentées par la Commission européenne visant à instaurer un système d'évaluation et de suivi renforcé du dispositif Schengen et une nouvelle procédure de décision pour le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne, à l'Assemblée nationale le 8 novembre 2011.

Personnalité, fonction : LEONETTI Jean.

FRANCE. Ministre des affaires européennes

Circonstances : Discussion d'une proposition de résolution européenne sur la conformité au principe de subsidiarité relative aux contrôles aux frontières intérieures, à l'Assemblée nationale le 8 novembre 2011

Monsieur le Rapporteur, vous avez raison de relever, même si le mot est un peu galvaudé, le caractère historique de cette séance : c'est en effet la première fois qu'est débattue dans l'hémicycle une résolution relevant de l'article 88-6 de la Constitution. Cet article, issu de la révision constitutionnelle de 2008, vous permet d'émettre un avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. L'Assemblée nationale voit ainsi son importance renforcée au cœur du débat européen. Le Gouvernement se félicite de cette nouvelle avancée de la démocratie en Europe. La France fera en effet entendre sa voix avec d'autant plus de force et de clarté qu'elle pourra invoquer la volonté du peuple français, exprimée par le vote du Parlement.

Chacun admet désormais qu'il est nécessaire d'agir afin que l'espace Schengen soit préservé. Cette nécessité s'est progressivement imposée comme une évidence, grâce à la détermination du président de la République, qui a agi à plusieurs niveaux afin que nous renforçons ce dispositif.

L'Espace Schengen, comme l'ensemble de la construction européenne, repose sur la confiance et la solidarité. Il est ainsi apparu clairement au premier semestre 2011 que l'efficacité et la légitimité de l'espace Schengen étaient menacées. Il fallait donc améliorer nos outils et renforcer la mutualisation de nos moyens à travers l'agence FRONTEX.

La gouvernance même de l'espace Schengen devait également être repensée pour rendre le système plus réactif et efficace. En effet, les règles en vigueur ne permettaient pas de réagir à deux cas de figure : l'incapacité persistante d'un État membre de Schengen à contrôler une frontière extérieure de l'Union - et c'est le cas d'un certain nombre de pays - et une immigration forte et soudaine mettant en cause le bon fonctionnement des règles Schengen.

La France a fait partager cette analyse aux autres États membres de l'Union et elle a largement inspiré, avec l'Allemagne et l'Espagne, les

conclusions du Conseil européen du 24 juin 2011, lequel a invité la Commission à présenter des propositions pour permettre la mise en place de clauses de sauvegarde dans des circonstances exceptionnelles ainsi que pour améliorer le suivi et l'évaluation du dispositif Schengen.

Conformément à ce mandat - et je dois saluer ici l'action de la commissaire Cecilia Malmström -, la Commission a présenté, le 16 septembre, deux propositions législatives qui visent à instaurer un système d'évaluation et de suivi renforcé et une nouvelle procédure de décision pour le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures.

Toutefois, plusieurs points nous semblent problématiques dans la proposition de règlement modifiant les règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures dans les cas de menace grave à l'ordre public ou à la sécurité intérieure. Nous devons donc continuer de travailler dans un esprit constructif sur ce projet. Ainsi que l'a rappelé M. Quentin, d'autres États partagent nos préoccupations et nos inquiétudes, à commencer par l'Espagne et l'Allemagne : leurs ministres de l'intérieur ont cosigné un communiqué conjoint avec Claude Guéant, dont je veux saluer l'action déterminée dans ce dossier.

Premier problème : l'appréciation des cas de menace grave à l'ordre public et à la sécurité intérieure doit continuer à relever des compétences de souveraineté nationale.

Comme l'indique expressément l'article 72 du Traité de l'Union - que M. Myard connaît bien -, la décision de rétablir temporairement des contrôles aux frontières intérieures est fondée sur une évaluation approfondie de la situation en termes de sécurité nationale. Cette évaluation ne peut être conduite que par les États membres sur la base de l'expertise et des ressources de leurs services de sécurité. Dans ces conditions, un contrôle a priori de la mise en œuvre des mesures de réintroduction temporaire des contrôles aux frontières intérieures n'est pas acceptable. Plusieurs États membres l'ont fermement souligné lors du Conseil justice et affaires intérieures du 22 septembre dernier. En outre, de l'avis même de la Commission, les dispositions actuellement applicables ont été mises en œuvre sans donner lieu à aucun abus depuis 2006. Il n'est donc pas pertinent de vouloir réformer ce qui fonctionne déjà avec mesure et efficacité.

Deuxième problème : le choix de la Commission vise à regrouper au sein de la même procédure et sous l'angle exclusif des menaces à l'ordre public ou à la sécurité intérieure l'ensemble des situations justifiant la réintroduction temporaire des contrôles aux frontières intérieures. La proposition de la Commission fait ainsi un amalgame entre ces menaces et des situations d'augmentation forte et soudaine de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière.

Or, on l'a vu ce printemps à Vintimille, une augmentation inattendue et massive des mouvements secondaires de ressortissants de pays tiers en

situation irrégulière sur le territoire français n'a pas obligatoirement de conséquences en termes de sécurité ou d'ordre publics. Pour autant, les États doivent pouvoir y faire face, car une telle situation entraîne un transfert indu de charges d'un pays vers un autre, en particulier la prise en charge de l'éloignement pour les clandestins. C'est ainsi que la France a dû précéder à l'éloignement d'un très grand nombre de Tunisiens, soit vers l'Italie - le pays d'où ils provenaient directement -, soit vers la Tunisie - leur pays d'origine. Il importe par conséquent de pouvoir disposer d'une procédure ad hoc. Un État membre doit pouvoir, en cas de pressions migratoires fortes et soudaines dans un État membre voisin, rétablir, de manière exceptionnelle et pour une durée limitée - quinze jours au maximum -, les contrôles à ses frontières intérieures.

Le troisième problème réside dans la procédure prévue en cas de manquements graves et persistants d'un État membre dans le contrôle aux frontières extérieures ou les procédures de retour. Cette proposition rejoint des préoccupations déjà exprimées par la France. Néanmoins, nous ne pensons pas qu'il faille nécessairement constater une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure au niveau de l'Union européenne ou à l'échelon national.

Dès lors qu'un manquement grave et persistant est constaté, conformément aux dispositions prévues par le règlement portant création d'un mécanisme d'évaluation, il n'y a pas lieu de se référer en outre à d'éventuelles conséquences en matière d'ordre public. La défaillance d'un État membre dans ses devoirs relatifs à l'application de l'acquis de Schengen a en effet des conséquences importantes, indues et illégitimes pour les autres États. Les charges exorbitantes qu'elle implique - instruction des demandes d'asile, charge du retour des ressortissants des pays tiers en situation irrégulière - justifient, là aussi, l'application d'un mécanisme de sauvegarde.

Par ailleurs, ce mécanisme doit pouvoir s'appliquer tant que le manquement constaté persiste. Il n'est ni logique, ni souhaitable de limiter, comme le propose la Commission, la durée possible de rétablissement des contrôles à un maximum de trois prolongations.

Enfin, il serait certainement préférable, pour des raisons d'ordre juridique interne aux États membres, de prévoir que la Commission «autorise» la réintroduction du contrôle aux frontières intérieures plutôt qu'elle ne la «décide» -, y compris pour sa prolongation.

Chacun connaît la fable de La Fontaine : contrairement au chêne, le roseau plie mais ne rompt pas, ce qui montre bien la fragilité des systèmes trop rigides. Si nous voulons conserver ce qui est l'un des éléments majeurs de l'acquis européen, à savoir la libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur de l'espace Schengen, nous devons protéger le système existant en lui donnant plus de souplesse et de réactivité.

Nous ne sommes ni pour l'Europe-forteresse que nous proposent les populistes et l'extrême droite, ni pour le «sans-frontiérisme» utopique parfois défendu par la gauche démocratique. Nicolas Sarkozy et Claude Guéant ont su faire partager à leurs partenaires européens une approche réaliste, celle d'un Schengen solidement acquis, mais plus flexible, plus réactif et donc plus efficace. Je suis heureux que, sur ce point comme sur tant d'autres, le gouvernement et le Parlement partagent la même vision lucide et le même idéal, et que cette résolution ait été votée à l'unanimité en Commission des Affaires européennes.

Q - (à propos de l'avis du gouvernement sur les trois amendements déposés par des parlementaires)

R - L'avis du gouvernement est défavorable, mais on peut lever vos inquiétudes, Monsieur Caresche : on pourrait penser, à vous entendre, que l'application de la clause de sauvegarde annihilerait les règles en vigueur au sein de l'espace Schengen. Or le règlement antérieur continue de s'appliquer et la clause de sauvegarde ne fait que s'y ajouter.

Ensuite, comme vient de le rappeler M. le Rapporteur, le principe de subsidiarité est mentionné pour la première fois en 1992 dans le Traité de Maastricht et dispose que l'on doit faire référence au niveau d'intervention le plus pertinent lorsqu'une compétence est partagée. Or la compétence en question ici est partagée entre l'Union européenne et les États membres.

L'intervention européenne ne se justifie que si l'Union européenne est réellement en mesure d'agir plus efficacement que les États membres. Suivant le critère de l'efficacité, le principe de subsidiarité n'implique pas le choix automatique de l'échelon le plus proche mais du niveau d'action le plus proche et le plus approprié. À l'évidence, l'État membre est ici le niveau de pertinence et d'efficacité le plus élevé.

Aussi la résolution proposée par M. Quentin et approuvée par la commission ne mérite-t-elle pas d'être affaiblie par vos amendements qui sont du reste déjà satisfaits. Vos inquiétudes, Monsieur le Député, ne sont pas fondées.

(Les trois amendements ne sont pas adoptés)

Source: <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 14 novembre 2011

Source : Vie publique [en ligne]. [consulté le 20 février 2012]. Disponible sur : <http://discours.vie-publique.fr/notices/113002458.html>.

7.2.3 Le texte n°3

Déclaration de Mme Valérie Pécresse, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sur le bilan et les objectifs de la révision générale des politiques publiques (RGPP), Paris le 29 novembre 2011.

Personnalité, fonction : PECRESSE Valérie.

FRANCE. Ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement

Circonstances : Séminaire dédié à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), à Paris le 29 novembre 2011

Mesdames et Messieurs les préfets,
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les directeurs,
Mesdames et Messieurs,

Réformer l'Etat : on ne compte plus les rapports et les ouvrages consacrés à cette nécessité. Nulle part ailleurs dans le monde, la réforme de l'Etat n'a fait couler autant d'encre. Et nulle part ailleurs, elle n'avait aussi lentement qu'en France.

La réforme de l'Etat, c'était le grand échec français. Parce qu'au fond, il est tellement plus facile de ne rien faire que de réformer. Il est tellement plus confortable de ne rien changer plutôt que de se remettre en question. Eh bien, ce gouvernement a fait le choix de l'action, de la réforme, de la modernisation.

Et après 4 années de révision générale des politiques publiques, les faits sont là : la modernisation de l'Etat n'est plus un slogan, c'est une réalité, un acquis et même un acquis irréversible.

La réalité, c'est qu'avec la RGPP, nous avons évité 15 milliards d'endettement d'ici 2013 et plus de 200 milliards de dette sur le long terme.

Et cela, nous le devons à la réforme de l'Etat engagée depuis 4 ans. Cette réforme, nous l'avons lancée à temps et aujourd'hui, c'est elle qui nous permet de baisser les dépenses de l'Etat dès 2011. Comme c'est elle qui nous permet d'accélérer le rythme en 2012.

Bien sûr, cela n'est pas toujours facile, parce qu'on ne change pas le visage de l'Etat sans susciter des inquiétudes, des réactions et parfois des résistances. Et c'est pourquoi votre rôle est essentiel : à la tête des directions d'administration centrale ou dans les départements, c'est vous qui avez la charge d'expliquer, d'accompagner ou de mettre en oeuvre ces réformes.

Le succès de la RGPP, c'est vous qui l'avez fait : je tenais à vous en remercier, car aujourd'hui, c'est un des éléments-clefs de la crédibilité de la France.

I. Et c'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, personne ne reviendra en arrière. Nous avons changé d'univers et dans l'univers où nous vivons aujourd'hui, la tradition du « dépenser plus pour faire mieux » n'a tout simplement plus sa place.

1. Pendant 30 ans, on a recruté toujours plus de fonctionnaires, on a dépensé toujours plus et les Français n'ont pas vu la différence. Et c'est pour cette raison qu'en 2007, le Président de la République a décidé de lancer la révision générale des politiques publiques.

En effet, le temps était venu de poser une question : celle de l'efficacité de l'action de l'Etat. Et pour y parvenir, nous avons retenu une méthode très simple : nous avons passé en revue l'ensemble des missions de l'Etat et nous avons regardé, ministère par ministère, direction par direction, comment faire mieux et dépenser moins.

Personne, je dis bien personne, n'est resté à l'écart de la RGPP. Parce que la réforme de l'Etat, elle se fait d'un seul bloc ou elle ne se fait pas. Exclure par principe tel ou tel secteur, cela aurait été faire le jeu de tous les conservatismes, qui, inévitablement, auraient bloqué les réformes. Cette revue des politiques publiques, elle devait être générale pour réussir.

2. Parce qu'avec la RGPP, Mesdames et Messieurs, nous sommes allés jusqu'au fond des choses pour lancer des réformes indispensables. Et avec pragmatisme, nous avons pris en compte les spécificités de chaque mission et de chaque ministère.

Pour chacune des politiques publiques, nous avons dégagé une feuille de route très précise. Cette feuille de route, vous la connaissez, ce sont les 500 réformes que vous mettez en oeuvre dans vos directions et sur le terrain. 500 réformes qui, de la plus petite à la plus grande, étaient autant de réponses adaptées et efficaces à une situation particulière.

3. Et le meilleur exemple de ce pragmatisme, c'est l'application du principe de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'Etat.

Notre objectif, c'était de réduire le nombre de fonctionnaires. Cet objectif, nous l'assumons parfaitement : parce que l'Etat ne pouvait pas d'un côté transférer des compétences aux collectivités et de l'autre continuer à recruter des agents publics.

Les recrutements doivent être liés à des besoins : cette évidence, nous l'avons perdue de vue ces trente dernières années. Cette évidence, nous l'avons replacée au coeur de la politique de l'Etat. Partout où c'était nécessaire, nous avons créé des emplois. Par exemple dans la Justice, dont chacun savait qu'elle manquait de personnel depuis des années. Ou bien encore dans l'Enseignement supérieur et la recherche, dont les effectifs sont restés stables.

Mais en retour, nous avons accentué nos efforts de réduction des effectifs partout où c'était possible. Avec la fusion des Impôts et du Trésor public, avec la réorganisation des douanes, le Ministère du budget, pour ne prendre qu'un exemple, n'a pas remplacé deux départs à la retraite sur trois.

Bien sûr, depuis 4 ans, on a dit tout et son contraire au sujet du « 1 sur 2 ». Les uns ont parlé de coupes sombres. Les autres y ont vu des économies en trompe-l'oeil. La vérité, elle est simple : c'est que ces réductions d'emploi, nous les avons faites. Et nous les avons faites grâce aux réformes que vous avez mis en oeuvre sur le terrain.

Chaque poste non-remplacé trouve son origine dans une mesure concrète, opérationnelle et chiffrée : si nous avons pu recruter moins d'agents dans l'administration fiscale ou dans les directions départementales de l'agriculture, c'est parce qu'un tiers des foyers fiscaux télédéclarent leurs impôts et 60% des agriculteurs télétransmettent leurs demandes de subvention.

Et si nous avons pu diminuer le nombre d'agents au Ministère de la Défense, c'est parce que nous regroupions les fonctions support aux 3 armées dans 60 bases de défense. J'ajoute que cette baisse d'effectifs ne nous a pas empêché, bien au contraire, de parvenir à projeter jusqu'à 13 500 hommes sur les théâtres extérieurs en 2011 !

Au global, ces réformes nous ont permis d'appliquer le « 1 sur 2 » de manière souple, fine et adaptée. Sur 5 ans, cela représente 150 000 postes en moins.

4. Et j'ajoute que ces réformes qui conduisent à une réduction des effectifs de l'Etat, permettent aussi d'améliorer le service rendu aux Français.

Un seul exemple, très concret : celui des forces de police. Notre objectif était très simple : faire en sorte qu'elles soient là où les Français en ont besoin quand ils en ont besoin. Le transfèrement des détenus non dangereux, la délivrance de procurations électorales, ce n'est pas le coeur de métier de notre police. Nous en avons déchargé les agents et cela nous a permis d'augmenter de 10 % la part de policiers sur le terrain entre 2005 et 2009. C'est la Cour des Comptes qui l'a elle-même constaté.

5. Avec le « 1 sur 2 », nous avons donc fait le seul choix responsable. Et la période que nous traversons aujourd'hui le démontre. Parce qu'au coeur de notre stratégie de désendettement, il y a la baisse des effectifs et la réduction du train de vie de l'Etat.

Il ne faut jamais l'oublier : le recrutement d'un fonctionnaire, il engage l'Etat et donc les Français sur plus de 42 ans, sans compter la retraite. Créer un poste d'agent public, c'est investir en moyenne 1,52 million d'euros par agent, pension comprise. Ces 5 années d'application du principe du « un sur deux », elles se traduisent, en réalité, par plus de 200 milliards d'euros d'économies pour les générations futures.

Notre deuxième objectif, vous le savez, c'était de réduire de 10 % en 3 ans les dépenses de fonctionnement de l'Etat. Parce que là aussi, il était temps de faire des économies, il était temps que l'Etat se montre exemplaire. Moins de logements de fonction, une meilleure gestion de notre flotte de véhicules ou bien encore une vraie politique immobilière, avec des normes pour les loyers ou les surfaces, c'est aussi cela la RGPP.

Un seul exemple : la mutualisation des achats. Dans l'immense majorité des cas, les ministères continuaient à passer leurs propres marchés. C'est absurde, parce qu'on paye toujours moins cher des commandes groupées. Nous avons donc créé un service des achats de l'Etat. Les résultats parlent d'eux-mêmes : les prix ont baissé jusqu'à 30 à 40%, ce qui représente 1 milliard d'euros d'économies d'ici 2013 et d'ores et déjà près de 500 millions d'euros.

Aujourd'hui, ces 4 années de réforme nous permettent de faire des économies considérables. La RGPP, c'est 15 milliards d'euros de dépenses en moins entre 2009 et 2013 – et c'est une des pierres angulaires de la crédibilité de la France. C'est pourquoi personne ne pourra se permettre de revenir en arrière.

II. On ne revient pas sur de telles économies. Mais on ne reviendra pas non plus sur ces réformes pour une autre raison : elles ont aussi permis d'améliorer considérablement la qualité du service public

1. La RGPP, c'est d'abord un Etat plus simple

Notre administration souffrait d'un empilement de structures accumulées au cours de son histoire. Son organisation était peu lisible, pour les administrés, comme pour les agents. Qui savait vraiment, Mesdames et Messieurs, pourquoi il fallait s'adresser à la Direction générale des impôts pour le calcul et à la Direction générale de la comptabilité publique pour le paiement de l'impôt ?

Et c'est pourquoi nous avons créé des guichets uniques partout où cela était possible :

- Guichet unique fiscal avec la création de la DGFIP, qui offre 750 guichets fiscaux uniques sur tout le territoire.
- Guichet unique de l'emploi en rapprochant l'ANPE de l'UNEDIC, pour donner naissance à Pôle emploi : parce que là encore, les divisions administratives prenaient le pas sur le service aux usagers, en obligeant les demandeurs d'emploi à faire leurs démarches d'indemnisation et de recherche d'emploi dans des lieux différents

!

- Guichet unique dans nos territoires avec la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat, la Réate. Là encore, tout le monde savait qu'en multipliant les directions, on perdait en efficacité.

Aujourd'hui, certains prétendent remettre en cause la RGPP. Mais revenir sur la réforme de l'Etat, cela voudrait dire séparer à nouveau la fusion des Impôts et du Trésor public. Cela voudrait dire séparer Pole Emploi pour reconstituer les ASSEDIC et l'UNEDIC, cela voudrait dire mettre fin au rapprochement Police-Gendarmerie ? Chacun de nous le sait, en réalité, personne ne reviendra en arrière.

2. La RGPP, c'est ensuite un Etat plus accueillant et plus réactif, c'est-à-dire tout simplement qui met au coeur de ses préoccupations les attentes de nos concitoyens :

Il faut pour cela mieux accueillir dans les services publics. C'est tout le sens de la Charte Marianne, dont les critères sont aujourd'hui remplis par plus de 450 services dans près de 45 départements contre 10 départements en 2007. Et les résultats sont là. Un seul exemple : les délais de réponse, qui ont été réduits parfois jusqu'aux 2/3.

Il faut aussi mieux informer pour éviter, pardonnez moi l'expression, de « balader le citoyen » d'un service à l'autre. Et pour ce faire, nous avons renforcé le numéro d'appel unique, le «39-39 », qui répond chaque jour à plus de 6 000 questions avec un taux de satisfaction dépassant les 93%. Nous avons aussi créé un portail internet « mon.service-public.fr », qui centralise les démarches administratives accessibles en ligne et qui connaît un succès remarquable avec plus de 3 millions de comptes d'ores et déjà créés.

Il faut enfin, réduire les délais de traitement, les temps d'attente. C'est une priorité car cela exaspère nos concitoyens.

Pour faire des progrès rapides et sensibles, nous avons ciblé nos efforts, en mettant en place des « accélérateurs » de traitement. Ainsi, dans les préfectures, les délais moyens de traitement ont été réduits de 20 à 50% et les Français peuvent désormais obtenir un passeport en moins de 6 jours contre 12 jours en 2009. Et des démarches similaires ont été conduites dans les aéroports, dans les caisses d'allocation familiales ou encore dans les tribunaux, avec chaque fois une réduction considérable des délais à la clé.

3. La RGPP, c'est aussi assurer la continuité du service public en réorganisant les réseaux de l'Etat.

Je pense bien sûr à la réforme de la carte judiciaire, qui n'avait jamais été revue en profondeur depuis 1958. Et le résultat, c'était une présence de la justice partiellement déconnectée des besoins réels des territoires : imaginez que certains tribunaux ne fonctionnaient qu'avec un seul magistrat ! Où était la continuité du service public ? Alors, oui, nous avons revue la carte judiciaire en profondeur, car il vaut mieux faire quelques kilomètres de plus pour bénéficier d'un service spécialisé plutôt que trouver une porte close à proximité de chez soi. Ainsi, au 1er janvier 2011, le nombre de juridictions est ainsi passé de 1206 à 819, soit une baisse de 30%.

Et nous avons agi de la même manière dans de nombreux domaines comme la carte hospitalière ou le réseau des douanes.

4. La RGPP, c'est encore passer d'une culture du guichet à celle de l'écran

Nous avons en effet donné un coup de booster sans précédent à la e-administration. Et là aussi, nous avons procédé avec méthode, en rendant accessible en ligne les démarches que les Français jugent prioritaires. Résultat : ils sont plus de 11 millions de Français à pouvoir s'inscrire en ligne sur les listes électorales. Et plus de 12 millions de contribuables à utiliser la télé-déclaration des impôts.

Notre objectif, c'est que 80% des démarches prioritaires soient disponibles en ligne d'ici la fin 2011, contre 30% en 2007.

5. La RGPP, enfin, c'est accepter d'être évalué par les usagers

Eh bien, là aussi, les choses ont changé : nous avons mis en place des panels d'usagers et nous avons créé un baromètre de la qualité de service qui nous permet de suivre les résultats de nos actions.

Et cela marche : entre 2008 et 2010, l'évaluation de la complexité des démarches perçue par les usagers a ainsi baissé de 20% ; le baromètre de la qualité de service affiche un indice en hausse de 4 points depuis un an à 81%.

Toutes ces réformes, Mesdames et Messieurs, nous les avons annoncées il y a 4 ans. Et toutes ces réformes, nous avons fait le choix de les mener de front pour que la modernisation de l'Etat soit partout en marche.

Je sais, Mesdames et Messieurs les Préfets et directeurs, que ces réformes vous ont demandé un effort considérable. Et je veux vous en remercier. Car conduire un tel changement, dans n'importe quelle structure, publique ou privée, c'est difficile. Et je suis fière de le dire devant vous ce matin : je connais peu d'institutions qui, comme l'Etat sont parvenues à mener à bien aussi vite une telle mutation.

III. Enfin, la RGPP est une modernisation irréversible et durable parce que nous avons eu le souci d'accompagner les agents et de moderniser la gestion des ressources humaines de l'Etat

1. Oui, la RGPP, c'est aussi la modernisation de la gestion des ressources humaines de l'Etat, avec une mobilité professionnelle facilitée grâce au programme de fusion de corps, avec une formation renforcée et des carrières plus attractives, avec une évaluation individualisée et la fin progressive de la notation « à l'ancienne ».

Parce que si l'Etat change, il doit aussi changer pour ses agents. Cette modernisation des ressources humaines, nous avons su la conduire et ma conviction, c'est que pour l'immense majorité des agents de l'Etat, un retour en arrière constituerait une régression.

2. Oui, la RGPP, nous l'avons aussi faite avec et pour les agents publics. Je le dis sans l'ombre d'une hésitation : le retour catégoriel, c'est une mesure de justice et c'est une mesure de bonne gestion. Parce qu'on ne fusionne pas des directions aux identités très fortes sans donner, en retour, de nouvelles perspectives aux agents publics.

3. Cet engagement, nous l'avons pris et nous l'avons tenu : le retour catégoriel, il représente 50 % des gains de productivité liés à l'application du « 1 sur 2 », soit 2,3 milliards d'euros sur la période 2009-2013.

Là aussi, je veux être très précise. La réforme de l'Etat, c'est elle qui a permis de faire progresser de 10 % entre 2007 et 2010 le pouvoir d'achat des agents publics et qui leur a ouvert de nouvelles perspectives de carrière.

Car le retour catégoriel, ce sont dans chaque ministère, des mesures très concrètes : je pense par exemple à revalorisation des soldes de tous nos militaires, pour un total de 254 millions d'euros ou à la prime de 1500 € pour les nouveaux enseignants. C'est aussi la mise en place de la rémunération à la performance qui concerne 115 000 agents dès la fin de l'année. C'est encore la mise en place d'un intéressement collectif. C'est enfin le développement des promotions : entre 2009 et 2011, 1 agent sur 8 a bénéficié d'une promotion. Entre 2006 et 2008, cela n'avait concerné qu'un agent sur 11, c'est donc 40% de plus !

4. L'implication des agents dans les réformes, Mesdames et Messieurs, elle est aussi le fruit d'un dialogue social qui n'a jamais été aussi fructueux.

Depuis 2007, nous avons signé 4 accords majeurs – et je pense notamment aux accords de 2008 sur le pouvoir d'achat ou aux accords de Bercy sur le dialogue social, la santé et la sécurité au travail de 2009. Cela faisait longtemps que le dialogue social n'avait été aussi nourri et aussi fécond dans la fonction publique.

Et le succès de RGPP, nous le devons aussi à un dialogue social systématique et exemplaire. La preuve, c'est qu'entre 2007 et 2011, nous avons diminué les effectifs et modernisé l'Etat et qu'il n'y a eu ni plus ni moins de journées nationales d'action qu'à la fin des années 90, période de croissance des effectifs pourtant.

IV. Alors, Mesdames et Messieurs, certains pensaient que l'Etat était irréformable. Eh bien, avec la RGPP, depuis 4 ans, vous avez prouvé qu'il n'en était rien. L'enjeu, aujourd'hui, c'est de continuer à avancer, pour améliorer encore la qualité de service et pour continuer à réduire nos dépenses.

Aujourd'hui, la réforme de l'Etat est encore plus légitime et plus nécessaire qu'il y a 4 ans. Nous avons eu raison avant la crise. Raison de plus pour poursuivre nos efforts !

1. Poursuivre nos efforts d'abord pour améliorer la qualité du service.

D'une part, nous devons continuer à revoir nos procédures et nos méthodes de travail avec un objectif simple : améliorer la qualité du service rendu. Certes, c'est moins visible que changer nos organisations ou fusionner des directions. Mais c'est tout autant nécessaire. Avec le chantier des « accélérateurs », nous avons conduit ce travail dans de nombreuses administrations: je pense à la délivrance des titres par le Ministère de l'intérieur ou à la gestion des files d'attente à l'aéroport de Roissy. Nous devons maintenant passer à une autre échelle : chaque structure de l'Etat doit déployer cette méthode pour améliorer le service rendu, et pourquoi pas, commençons à la faire dans les nouvelles structures comme les directions régionales et départementales, ou les agences régionales de santé.

Je demande donc à la DGME de procéder avec vous à une révision générale des principales procédures au premier semestre de l'année prochaine.

D'autre part, nous devons réfléchir à la présence du service public dans nos territoires au XXIème siècle, plus particulièrement dans les zones rurales et dans les quartiers, pour répondre au mieux aux attentes de nos concitoyens. Le succès des guichets uniques nous le montre : l'avenir, ce sont des lieux multi services publics où les Français pourraient bénéficier de toutes les informations nécessaires et faire toutes leurs démarches administratives au même endroit. Savez-vous que la moitié des démarches faites dans un centre des impôts, dans une CAF ou dans une préfecture concerne une simple demande de renseignements ? Faut-il se déplacer dans quatre lieux différents si l'on a quatre questions ? Je souhaite que nous travaillions sur cette question, en y associant les agents et les usagers. C'est bien sur un chantier de long terme mais il faut y réfléchir dès aujourd'hui et lancer des expérimentations.

2. Poursuivre nos efforts ensuite pour réduire nos dépenses.

A court terme, je pense ainsi aux audits des opérateurs, que nous conduisons avec leurs dirigeants selon une logique pragmatique et partenariale. Ensemble, nous définissons quelles sont les mesures à prendre pour réformer tel ou tel opérateur ; ensemble, nous établissons un contrat de performance qui fixe les objectifs à chacun. Là aussi, les résultats sont là : les 19 premiers audits nous ont permis d'identifier 450 millions d'euros d'économies et une réduction de 1300 postes. Nous devons donc continuer : une dizaine d'opérateurs pourront en bénéficier dès 2012.

Je pense aussi au travail remarquable conduit par l'Agence Nationale d'Appui à la Performance qui accompagne une trentaine de centres hospitaliers sur le chemin du retour à l'équilibre. Il faut là aussi accélérer.

Dans le même esprit, je suis convaincue que nous devrions procéder à une révision générale des principales normes. Le constat, nous le partageons tous : nous légiférons et nous réglementons trop, nous empilons les normes sur les normes. C'est pourquoi nous devons passer en revue l'ensemble de notre législation pour la simplifier et la clarifier.

Mais au-delà du court terme, notre chemin de désendettement passe par la baisse des dépenses de l'Etat et par une progression des dépenses d'assurance-maladie maîtrisée dans la durée. Les mesures que nous avons d'ores et déjà prise permettent de sécuriser notre trajectoire jusqu'en 2013.

L'enjeu, aujourd'hui, c'est de baliser très précisément le chemin qui nous conduira d'un déficit de 3 % de la richesse nationale à l'équilibre en 2016. Nous devons commencer à y réfléchir dès maintenant, en lançant une série de travaux et d'analyses qui permettront de dégager de nouvelles sources d'économies sur les dépenses de l'Etat comme sur celles de la sécurité sociale.

3. Poursuivre nos efforts enfin pour améliorer la transparence vis-à-vis des usagers.

Nous devons renforcer la transparence vis-à-vis des usagers sur la qualité des services publics. Nous devons rendre compte aux usagers de notre travail. Etre à leur service, c'est l'honneur du service public, l'essence même de l'engagement d'un fonctionnaire. Vous le savez, nous avons construit un baromètre de la qualité des services publics et nous le publions depuis plus d'un an; je souhaite maintenant franchir un nouveau cap et le confier à un observatoire indépendant qui en publiera les résultats tous les semestres.

4. Poursuivre nos efforts, c'est aussi l'étendre aux autres

Je veux le dire devant vous ce matin : cette réflexion, elle devra aussi concerner les collectivités locales. Ce qui a fait le succès de la RGPP dans l'Etat, c'est que personne n'était exempté de l'effort d'économies et d'amélioration du service.

La réforme du service public, elle ne peut pas s'arrêter aux portes des administrations locales, qui représentent 230 milliards € de dépenses ! C'est pourquoi je crois indispensable que nous engagions une discussion avec les collectivités pour commencer, avec elles, une révision générale des politiques locales.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, la réforme de l'Etat avance. Et c'est désormais bien plus qu'un chantier, c'est une démarche permanente, une démarche continuelle. C'est le fruit de votre engagement. Et c'est le fruit de l'accompagnement que vous a apporté l'équipe d'appui de la RGPP.

A tous et toutes, je veux adresser tous mes remerciements : ensemble, nous avons remis l'Etat en mouvement.

Je vous remercie.

Source : Vie publique [en ligne]. [consulté le 20 janvier 2012]. Disponible sur : <http://discours.vie-publique.fr/notices/113002658.html>.

7.2.4 Le texte n°4

Discours de Thierry BRETON ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie

Remise du rapport de la mission sur les modalités de mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en France - 27 mars 2007

Mesdames, Messieurs,

Si le prélèvement de l'impôt à la source fait partie des recommandations phares de la Commission « Lévy-Jouyet » sur l'économie de l'immatériel et de la connaissance – rapport qui nous invite à « changer de réflexes » pour réinventer notre modèle de croissance –, c'est pour plusieurs raisons :

- le prélèvement de l'impôt à la source, qui fait coïncider le versement du revenu et le paiement de l'impôt, est un élément de modernité économique. La quasi-totalité des pays étrangers ont du reste adopté ce système ;
- le prélèvement à la source est aussi une simplification très attendue des Français. Je pense en particulier à tous ceux – et ils sont nombreux – pour qui payer l'impôt un an, voire plus, après avoir perçu ses revenus est une source de difficultés ;
- le prélèvement à la source est enfin un enjeu majeur de réforme de l'État, qui prolonge le mouvement de fond engagé par l'administration fiscale depuis plusieurs années, pour rendre le meilleur service au meilleur coût.

Au plan des modalités, le prélèvement de l'impôt à la source est d'abord un défi technique. Avec la mise en place réussie – l'année dernière –, de la déclaration préremplie (c'est-à-dire la « déclaration à la source »), celle du guichet fiscal unique, qui réunit les services des impôts et du trésor public et celle du compte fiscal unique qui regroupe les systèmes d'information, je suis convaincu que l'administration fiscale a aujourd'hui tous les moyens pour le relever.

Mais c'est aussi une question de société. C'est pour cela que j'ai demandé, en décembre dernier, à MM. BEBEAR (Président du conseil de surveillance d'AXA), AUVIGNE (Inspecteur général des finances), VIRICELLE (Avocat général honoraire à la Cour de cassation) de conduire une large consultation publique. C'est un travail remarquable qui a été réalisé. Je tiens à les en remercier publiquement et très vivement, ainsi que les jeunes inspecteurs des finances qui les ont secondés.

Ils viennent de vous en présenter les principaux enseignements. J'en retire pour ma part deux conclusions.

I – 1^{re} conclusion : une concertation approfondie a eu lieu

Il est tout à fait exemplaire qu'une décision publique de cette importance soit prise après une consultation aussi large, tant auprès des acteurs institutionnels que du grand public.

Au total, la mission a rencontré une cinquantaine d'acteurs institutionnels : parlementaires, syndicats de salariés, représentants des entreprises, organismes de sécurité sociale, juridictions administratives (Conseil d'État, Cour des Comptes), autorité administrative indépendante (Commission nationale informatique et libertés – CNIL), collectivités locales, banques, chambres de commerce, associations d'usagers, syndicats du Minéfi... Leurs contributions écrites figurent au rapport.

Je constate aussi que le grand public a largement participé à ce débat. La mission vous a rappelé les chiffres : près de 30 000 visites sur le bloc notes électronique (blog) www.laretenuealsource.fr, 180 000 pages vues, plus de 600 contributions enregistrées ! Avec des témoignages et des suggestions très concrets que je vous invite à consulter !

Toutes les opinions se sont donc exprimées, avec – comme c'est normal – leur part d'enthousiasme, d'interrogation, d'incompréhension parfois – certains confondent en effet le prélèvement à la source avec d'autres réformes très différentes, comme la mensualisation obligatoire (qui ne supprime pas le décalage d'1 an), ou la fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG (qui est un débat fiscal distinct).

Mais ce qui est essentiel à mes yeux, c'est qu'une **concertation approfondie** – indispensable pour une **réforme** de cette nature – ait été conduite.

II – 2^e conclusion : il y a des solutions en réponse aux différentes interrogations

J'avais soumis plusieurs questions au débat. La mission en a identifié d'autres, tout au long de ses consultations. Pour chacune, la mission propose des solutions possibles.

Je voudrais plus particulièrement revenir sur 5 points :

1 – la confidentialité des données fiscales personnelles des Français

C'est une question essentielle. Vous l'avez compris, la mission propose que le contribuable ne communique à son employeur qu'un taux synthétique de prélèvement (qui serait le taux moyen d'imposition). Ce qui est important, c'est qu'elle démontre à partir de cas concrets que ce taux synthétique présente de très fortes garanties de confidentialité. Ainsi – la mission vient de l'expliquer –, un même taux synthétique peut correspondre à des situations fiscales très variées. Il n'est donc pas possible, à sa seule lecture, d'en déduire des renseignements d'ordre privé. Cette solution a également, je l'ai noté, la préférence de la Commission nationale informatique et libertés (Cnil).

Je relève par ailleurs que ce taux synthétique serait très homogène pour les Français, de l'ordre de 5 à 6 % pour une grande partie de nos compatriotes. Au total, 90 % des contribuables auraient un taux compris en 0 et 10 %.

2 – le choix du taux au sein d'un même foyer fiscal

Beaucoup de questions portent sur l'articulation du prélèvement à la source (qui est un prélèvement individuel) avec la notion de foyer fiscal et le quotient familial. Le prélèvement à la source ne remet nullement en cause le quotient familial, mais certains couples peuvent être gênés de communiquer un taux d'imposition identique à leurs employeurs (par exemple en cas de revenus très différents de leurs membres).

Je note que, là encore, des solutions existent. La mission propose de laisser aux membres d'un couple le choix de moduler leur taux de prélèvement personnel autour du taux synthétique moyen. J'y vois du reste une garantie supplémentaire de confidentialité au regard des informations d'ordre privé.

3 – les charges nouvelles pour les entreprises

C'est une question légitime que soulèvent beaucoup de représentants des entreprises, notamment des PME. L'objectif est bien entendu de les limiter au maximum. Pour ce faire, les trois pistes évoquées par la mission me semblent intéressantes :

- (i) il y a tout d'abord l'idée de n'appliquer dans un 1^{er} temps le prélèvement à la source qu'aux salariés et aux retraités, à l'exclusion des professions indépendantes ;
- (ii) il y a ensuite la proposition d'adosser le prélèvement à la source sur les circuits et procédures existants. L'entreprise n'aurait donc pas d'obligation nouvelle par rapport à ce qui existe déjà pour le recouvrement des cotisations sociales ou de la CSG ;
- (iii) enfin, comme en matière de cotisations sociales, les PME bénéficieraient d'un avantage de trésorerie, via le versement trimestriel des sommes prélevées.

Si la charge pour les employeurs sera limitée, il est clair, en revanche, que le prélèvement à la source générera d'importantes économies de gestion pour l'État. Certes, avec environ 1,2 € de frais de gestion pour 100 € collectés, le coût de collecte de l'impôt est aujourd'hui revenu dans la moyenne européenne (je rappelle qu'il était de 40 % supérieur en 1997). Mais avec le prélèvement à la source, l'objectif est maintenant de figurer, non plus dans la moyenne, mais parmi les meilleurs (sous la barre des 1 €) !

4 – l'année de transition

Sur cette question, j'observe qu'un consensus se dégage autour de l'idée de renoncer à une année d'imposition [ce que j'appelle « l'année blanche »], afin que les Français ne payent pas deux fois l'impôt, l'année du passage au prélèvement à la source.

Je voudrais être très clair sur ce point. Si le prélèvement à la source est mis en place en 2009, les revenus 2008 ne seront pas imposés. Mais cela ne veut pas dire que les Français ne paieront pas l'impôt ces années là : en 2008, ils paieront leur impôt sur les revenus 2007, et en 2009, ils auront un prélèvement sur leur salaire au titre de l'impôt 2009. En fait, ce sont nos héritiers qui tireront le bénéfice financier de cette année de non imposition : dans le système actuel, ils doivent régler la dernière année d'impôt de leur parent décédé (à cause de l'année de décalage) ; avec le prélèvement à la source, ce ne sera plus le cas.

On peut bien sûr imaginer des variantes pour l'année de transition (cf. propositions de D. MIGAUD : ne pas payer l'impôt sur le revenu qui est le moins élevé des deux années, ou faire la moyenne des deux années). Mais elles sont beaucoup plus compliquées à mettre en œuvre. C'est pourquoi, je souscris à la recommandation de la mission d'une année de non imposition. C'était mon intuition. C'est le choix de la simplicité.

Il faut en revanche – et la mission le dit clairement –, mettre en place des garde-fous pour prévenir les comportements abusifs d'optimisation fiscale. Il faut aussi maintenir les effets incitatifs des dépenses fiscales.

Ce que je retiens surtout, c'est que nous avons les moyens de rendre tous les Français financièrement gagnants dans cette réforme. Car j'ai bien noté que la mission évalue à environ 2,5 Md € le surplus de recettes fiscales lié au passage au prélèvement à la source (à législation fiscale inchangée). Cela représente 4 % du montant de l'impôt sur le revenu. Voilà une belle marge de manœuvre !

5 – le calendrier de mise en œuvre

La mission confirme enfin qu'il faut environ 2 ans pour mettre en œuvre le prélèvement à la source. C'était, là encore, mon intuition. Mais cela veut dire que, si nous voulons être au rendez-vous en 2009, nous n'avons pas une seconde à perdre !

III – Nous voulons remettre, avec J-F COPÉ, un dispositif « clefs en main » à nos successeurs

Ce rapport est une contribution majeure pour la réussite du projet. Nous le mettons dès aujourd'hui en ligne sur le bloc note électronique www.laretenuealasource.fr.

Par ailleurs, nous allons prendre, avec J-F COPÉ, plusieurs mesures dans son prolongement :

- nous saisissons sans délai le Conseil d'État, pour recueillir son expertise juridique sur les options proposées par la mission ;
- nous allons également mettre en place une équipe projet au sein de Bercy, afin d'élaborer le cadrage opérationnel du basculement. Cette équipe sera placée sous la double responsabilité du Directeur général des impôts et du Directeur général de la comptabilité publique. Elle approfondira certaines options techniques, comme le choix du réseau de recouvrement des retenues sur salaires (Urssaf ou administration fiscale), ou les dispositifs juridiques anti-abus pour l'année de transition ;
- en complément, j'installerai dans les prochains jours un comité de pilotage associant toutes les directions du Minéfi concernées. Je lui demanderai de remettre un dossier complet à mon successeur début mai.

L'objectif est clair : faire en sorte que la décision du passage au prélèvement à la source puisse être prise dès le début du travail du prochain gouvernement.

* *

*

Mesdames et Messieurs, avec une administration préparée techniquement, avec une concertation approfondie de tous les acteurs – pour laquelle je remercie encore la mission –, avec des options bien identifiées et proposées en toute transparence, avec un cadrage technique et juridique aussi précis que possible, le prochain Gouvernement aura donc toutes les cartes en mains pour réussir cette réforme majeure, pour une économie plus moderne, un État plus efficace, et un système fiscal plus simple.

Pour une fois, ce ne sera donc pas lui qui demandera dès son arrivée à ses services s'il est possible de mettre en place le prélèvement à la source ; ce sera le contraire. C'est aussi cela, la conception républicaine du passage de témoin à la future équipe gouvernementale.

Je vous remercie.

Source : Portail de l'économie, des Finances et de l'Industrie [en ligne].
[consulté le 20 janvier 2012]. Disponible sur :
<http://www.economie.gouv.fr/Remise-du-rapport-de-la-mission-sur-les-modalites->.